

HAÏTI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 7 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 2 -9 avril 2025

L'ADIIH EN MODE DE RÉBELLION CONTRE LE POUVOIR EN PLACE

Cette organisation d'hommes d'affaires dit ne plus s'associer aux actions du régime

Il est temps de parler de « RELANCE de la sécurité »

Par Léo Joseph

Les hommes d'affaires d'Haïti ne parlent pas souvent, en dépit de la dégradation des conditions sécuritaires. Quand ils le font, ils se

positionnent en mode extrême. Cette fois, après des mois de silence, ils donnent l'impression qu'ils en ont réellement maré. À cet égard, leur plus récent communiqué ne peut-être plus direct.

On peut dire que « *le charme est vraiment rompu* ».

En effet, dans un communiqué publié le lundi 31 mars, l'Association des industries d'Haïti (ADIIH) semble rompre catégori-

quement avec le gouvernement composé des neuf membres, qui composent le Conseil présidentiel

de la situation sécuritaire, surtout dans les communes de la capitale et le département de l'Artibonite.

Dans son premier paragraphe, le communiqué dit :

« *L'Association des industries d'Haïti (ADIIH) dénonce, une fois de plus, avec la plus grande fermeté, l'escalade vertigineuse de l'insécurité qui gangrène la capitale haïtienne et le département de l'Artibonite. Chaque jour, des gangs étendent leur emprise, défont ouvertement les autorités, gagnent du terrain et multiplient les territoires perdus, plongeant la population dans une détresse insoutenable* ».

Le communiqué enchaîne avec des exemples de quartiers qui ont été visités, ces jours derniers, par les malfrats, avec une violence inouïe et une cruauté jamais constatée auparavant. À la

Suite en page 5

LE PORT SAINT-LOUIS LANCÉ : L'ESSOR DU GRAND SUD AUSSI Plus d'une décennie d'attente, ce port confronté à un autre défi

Les autorités haïtiennes tiennent la dragée haute à la diaspora...



Mme Ann Hauge, à droite de l'ex-président du Conseil présidentiel Leslie Voltaire, le 17 janvier, lors de l'inauguration du Port Saint-Louis.

Par Léo Joseph

Moins de trois mois après son inauguration par le conseiller président Leslie Voltaire, au bout d'une attente de plus d'une dizaine d'années, après sa création, le Port Saint-Louis, à Baie Dumesle, a accueilli plusieurs cargaisons. Cela ne signifie pas que les autorités reconnaissent la nécessité d'exploiter à fond tous ses potentiels. Car certaines cargaisons n'y sont pas autorisées. La diaspora haïtienne ne sait pas combien de temps elle doit attendre encore pour faire aboutir leurs marchandises transportées

Suite en page 2



Wilhelm Lemke, président de l'ADIIH.

de transition (CPT) et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé accusé, selon la teneur du document, de ne pas tenir ses promesses aux citoyens, et de se dérober à ses responsabilités, en premier lieu, à la dégradation permanente

LA RENAISSANCE DE L'AGRICULTURE EN HAÏTI

L'ingénieur Jean Michel Castor relance le cacao et le café

Un projet patriotique ambitieux porteur d'espoir

Par Léo Joseph

Jusque dans les années 50 finissant, le paysan haïtien dépendait surtout de ses récoltes pour financer l'éducation de ses enfants. Avant l'introduction du « *cochon grimelle* » pour remplacer majoritairement la race qu'élevaient nos paysans, la vente de cet animal engraisé combinée à celle d'un taureau permettait aux propriétaires de faire face aux frais scolaires. Si la chute des prix des produits phares d'Haïti, le cacao et le café, a mis les familles paysannes à genoux financièrement, des événements sociopolitiques ont achevé de les appauvrir, car elles ont perdu définitivement leurs

sources de revenus. Il semble que, d'un bout à l'autre du pays, la culture de ces deux denrées ait été définitivement abandonnée. Jean Michel Castor a pris la décision de remembrer ces deux cultures, dans l'espoir de reconstruire la prospérité, surtout des couches paysannes, trop longtemps laissées pour compte. Dans sa détermination à mener cette campagne, il s'est armé de la disposition pour se battre contre les raisons des déboires de ces deux produits clés de la richesse paysanne d'antan.

Ingénieur, entrepreneur agricole, étudiant en agroforesterie et coordonnateur OREAYITI, Jean Michel Castor s'est lancé dans la

campagne, en vue de la renaissance du café et du cacao, deux produits clés sur lesquels le pays profond dépendait pour mener une vie décente, voire pour s'enrichir.

Si M. Castor s'implique surtout dans la relance de la culture caféière et cacaoyère, il ne néglige pas la mise en valeur de l'agriculture en général, car celle-ci reste confrontée à de nombreux défis également. Car c'est un fait indéniable, au fil des dernières décennies, la population haïtienne, particulièrement celle de la capitale, est devenue de plus en plus dépendante de l'importation. En effet,

Suite en page 3

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

Alternatives to the rule of gangs

As the gangs tighten their grip on Haiti's capital of Port-au-Prince, there's much concern about what

mentioned, have proposed actions that I consider alternatives for the management of Haiti, the first Black Republic in the world, the second independent nation in the Western Hemisphere, second only to the United States, and the beacon of freedom for enslaved people, because our ancestors had defeated the powerful slave masters on the battlefield.

It's humiliating to have heard a Haitian, during an animated discussion, last Saturday, propose what I call the Dominican solution. With their powerful army, he said, the Dominicans, next door to Haiti, could be mobilized to deal with the gangs and bring peace to Haiti.

Indeed, based on Wikipedia, the Dominican army has "28,750

Continued to page 7



Dominican President Luis Abinader, a different way to follow in the path of his predecessor Leonidas Trujillo.

to do. In the process, some people, thinking themselves well in

LE PORT SAINT-LOUIS LANCÉ : L'ESSOR DU GRAND SUD AUSSI

Plus d'une décennie d'attente, ce port confronté à un autre défi

Les autorités haïtiennes tiennent la dragée haute à la diaspora...

Suite de la page 1

par containers d'aboutir à ce port.

En effet, Anne Hauge, présidente du Port international Saint-Louis, se félicite que ces infrastructures qu'elle dirige sont effectivement ouvertes au commerce extérieur, ayant reçu plusieurs bateaux chargés de marchandises, notamment, 2 000 tonnes métriques de riz, au mois de janvier, soient à peine après l'inauguration; ce débarquement a été suivi d'un autre transportant 3 000 tonnes métriques de ciment, au mois de février. Puis un autre de 7 500 tonnes métriques de ciment, au mois de mars. À ce rythme, ce port connaît une régularité de fonctionnement en tant qu'installations portuaires ouvertes au commerce international, et qui s'affirme de plus en plus comme point de débarquement, en Haïti, privilégié des destinations du Grand Sud, offrant un itinéraire raccourci à certains pays, par rapport au détour imposé pour atteindre les installations se trouvant au nord et dans l'ouest du pays.

Il faut se rappeler que le Port Saint-Louis, stratégiquement situé, à Baie Dumesle, une des installations portuaires les plus sûres de la République d'Haïti, dessert trois départements et une partie de l'ouest. Les communautés de Petit-Goâve, de Nippes, du Sud-Est (ci-devant Sud) et celles du Sud-Ouest (ci-devant Grand'Anse).

De toute évidence, l'arrivée à Port Saint-Louis d'un bateau chaque mois, seulement deux semaines après son inauguration, témoigne de l'intensité des activités. Les commerçants de ces départements, ayant désormais exclusivement un port qu'ils peuvent appeler « chez moi », vont rattraper les plus de deux années qu'ils avaient du mal à placer des commandes. Dans cet ordre d'idées, il faut s'attendre à ce que les activités y deviennent encore plus intenses. Car, trop longtemps privés de sources d'approvisionnement en marchandises, en raison de la Route nationale numéro 2 kidnappée par les gangs armés, à l'entrée sud de Port-au-Prince, l'entrée en service officiellement de Port Saint-Louis constitue une vraie aubaine pour le Grand Sud.

Il faut voir que l'autorisation d'entrer en fonction du Port Saint-Louis a été favorisée par la prise de contrôle de la Nationale numéro 2, au niveau de Carrefour-Mariani, par les malfrats. Ces derniers y ont même installé des postes de péage auxquels sont soumis camionneurs et automobilistes, ainsi que les véhicules commerciaux et privés, en sus de kidnapper ces derniers à leur guise.

Face à cette situation, il semble que l'équipe Conseil présidentiel de transition (CPT)-Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ait décidé qu'il était plus à sa portée d'autoriser l'entrée en fonction du Port Saint-Louis que de rétablir la sécurité et la paix, en anéantissant les gangs. On peut dire que cette

même logique a inspiré les travaux de construction pour faire de l'Aéroport Antoine Simon des Cayes un aéroport international, en moins d'une semaine. Bien que l'ex-président du CPT, Leslie Voltaire, ait dirigé une délégation gouvernementale à destination de Cance, à moins d'une vingtaine de kilomètres de la ville des Cayes, dans le Grand Sud, pour inaugurer l'« Aéroport international Antoine Simon », son ambition n'a noncée reste en deçà des exigences de la « Federal Aviation Administration » (FAA), l'agence fédérale des États-Unis qui contrôle le fonctionnement des avions en général. Jusqu'ici aucune compagnie étrangère ne s'est portée volontaire à autoriser un de ses vols à atterrir à Antoine Simon.

Des décisions qui peuvent être à l'avantage de Port Saint-Louis

À part la décision avantageuse officialisant l'entrée en fonction du Port Saint-Louis, une décision visant à apaiser les populations du

seront tout bonnement confisquées.

D'autre part, la Direction générale des Douanes, par le biais d'un avis, a averti que les importations haïtiennes doivent s'effectuer par mer pour être admises à des ports nationaux, en territoire haïtien. L'avis signé du directeur général de la Douane, Julcène Édouard, prévoit que les importations haïtiennes ne seront plus admises à la frontière. Il précise encore que l'institution douanière appuyée par les Forces armées d'Haïti (FAdH) et la Police nationale d'Haïti (PNH) seront « strictement surveillées » dans le renforcement des nouvelles dispositions.

Des décisions gagnants-gagnants pour le gouvernement

Aucun doute, Anne Hauge, présidente de Port Saint-Louis, se réjouit de la bonne fortune que connaît maintenant cette entreprise, plus d'une décennie passée au chômage, après sa construction. Le Grand Sud aussi, maintenant doté

voir souhaite véritablement mettre fin à une pratique, qui existait trop longtemps, au détriment des recettes publiques, les hommes d'affaires fraudeurs doivent comprendre, maintenant, que « le bal est terminé ».

Le Port Saint-Louis stratégiquement bien situé

Les opérateurs de ports en Haïti, particulièrement ceux du département de l'Ouest, ont joué pieds et mains pour empêcher que le Port Saint-Louis devienne opérationnel. D'aucuns disaient que cette opposition s'inspirait de la crainte que, par sa position géographique, les bateaux étrangers le préféreraient ce port comme destination.

Certes, la carte géographique de l'île d'Haïti indique que presque tous les ports dominicains sont plus proches de Port Saint-Louis que ceux des Gonaïves, de Saint-Marc, de Port-Prince et de Miragoâne. Dans ce même ordre d'idées, il en est de même pour ceux des pays d'Amérique du Sud. Ou encore Port Saint-Louis ac-

reste la promesse non encore tenue du ministre des Travaux publics et des Télécommunications (TTPC), l'ingénieur Raphaël Hosty. La promesse qu'il a faite, lors de la cérémonie d'inauguration du port déclarant le projet du gouvernement d'élargir la route reliant la Nationale numéro 2 au port attend encore sa concrétisation.

Mais les officiels tiennent la dragée haute à la diaspora

Si les décideurs haïtiens ont finalement pris la décision d'inaugurer ces infrastructures destinées à recevoir les marchandises arrivées de l'étranger, elles n'ont pas encore décidé de permettre le débarquement de containers à Port Saint-Louis. Il semble qu'elles ne soient pas affranchies de l'emprise des opérateurs qui contrôlent les ports de la capitale, dont la politique d'exclusion de containers cible ce port. Après avoir combattu, bec et ongle, pour éviter l'immatriculation, du premier port international du Grand Sud, ces derniers ne veulent pas que l'État lui laisse le champ totalement libre aux embarcations internationales.

La demande de la diaspora de services de containers ou de « roll-on roll-off shipping » se fait de plus en plus insistante. Mais les autorités haïtiennes restent encore insensibles à celle-ci. Ces derniers feignent d'ignorer que la diaspora se compose de compatriotes originaires de tous les départements du pays, qui utilisent de plus en plus le transport maritime. Les gens du Grand Sud souhaitent pouvoir expédier des chargements par containers ou des véhicules par le service « roll-on-roll-off shipping » pour être débarqués à Port Saint-Louis. Jusqu'ici ses clients potentiels prennent leurs désirs pour de la réalité. Ceux qui prennent les décisions administratives en Haïti ne se soucient guère de leurs besoins.

Pour l'instant, faute de pouvoir faire aboutir leurs containers à Port Saint-Louis, la diaspora continue d'expédier ceux-ci, soit à partir du port de Newark, dans le New Jersey, ou au port de Miami, en Floride, à destination de port Haïti, en République dominicaine.

Il est possible que la diaspora obtienne satisfaction prochainement. Car à la faveur de l'entrée en vigueur de l'obligation d'expédier uniquement par mer vers Haïti, de la République dominicaine, il est possible que les clients optent pour expédier leurs marchandises vers Port Saint-Louis.

Toutes choses considérées égales, à moins que les dirigeants politiques haïtiens, se laissant influencer par la corruption, interfèrent dans l'évolution de ce port, le Port Saint-Louis a toutes les chances de rivaliser avec toutes les autres installations de ce genre longtemps en service avant lui. En ce sens, l'équipe dirigeante de cette entreprise peut s'attendre à un bel avenir.

L.J.



Le dernier bateau transportant 7 500 tonnes de ciment débarquant sa cargaison à Port Saint-Louis, à Baie Dumesle.

Grand Sud littéralement « enravées » contre les autorités intérieures affichant leurs incapacités, voire leur poltronnerie, sinon leur indifférence, face aux bandits armés terrorisant les citoyennes et citoyens sans défense, sans discrimination de sexes ou d'âges, une autre décision avantageuse à ce port a été prise cette semaine : Il est interdit d'importer des marchandises de la République dominicaine, à destination d'Haïti, en passant par la frontière. En ce sens, les dirigeants haïtiens ont rendu dysfonctionnelles les installations douanières qui opéraient sur les frontières entre les deux pays depuis de longues années.

En effet, dans un circulaire publié à la date du 25 mars, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a annoncé qu'il est interdit d'importer des marchandises du pays voisin par la frontière, précisant que les importations à destination d'Haïti en provenance de la République dominicaine doivent arriver par voie maritime, pour être traitées par la Douane, seul moyen d'être prises à charge officiellement. Les contrevenants sont avisés qu'ils seront sévèrement pénalisés, déclarant que les articles arrivés différemment en terre haïtiennes

de son propre port, après plus de deux ans que les commerçants de ces départements ont pas sé sans pouvoir renouveler librement leurs stocks, ayant été forcés, par l'insécurité ambiante et omniprésente, à la capitale, imposée par les criminels, à trouver des moyens détournés et alambiqués pour s'approvisionner en marchandises. Mais le gouvernement, lui aussi, serait le premier bénéficiaire des nouvelles mesures prises sur les importations par voie terrestre.

En effet, si les autorités intérieures se souciaient de l'intérêt supérieur du pays en bannissant l'arrivée par terre d'importations de la République dominicaine, le pays risque de gagner des centaines de millions de dollars sous forme de taxes et d'impôts collectés aux ports d'entrée.

Bien que le gouvernement haïtien ait négligé d'établir le manque à gagner fiscal que lui coûte l'évasion des taxes par les importateurs haïtiens, à la frontière, il a été clarifié, sous l'administration Martelly-Lamothe, selon des révélations faites par le Congrès américain, que la fuite fiscale, à la frontière haïtiano-dominicaine, se situe à plus de USD 500 millions \$. Si l'équipe présentement au pou-

commode idéalement les navires qui atteignent l'Océan Atlantique et la Mer des Caraïbes par le Canal de Panama.

Interrogée sur le processus par lequel a été fait le choix du site pour créer ce port, la présidente de la compagnie, Mme Anne Hauge, a précisé que les experts, qui avaient été chargés du projet, avaient choisi Baie Dumesle sur sept choix initiaux.

Bien qu'il ait pris du temps à mettre Port Saint-Louis officiellement en service, Mme Hauge se félicite de la collaboration des dirigeants, notamment du directeur général des Douanes, Julcène Édouard. Elle se déclare également satisfaite de la collaboration des différentes institutions impliquées dans ce processus d'ouverture du port au commerce international. En ce sens, elle fait état de l'installation d'un commissariat de Police sur la Nationale numéro 2, au coin de la route qui mène vers le port. Ainsi que l'APN, SE MANAH, PNH, BLTS, MSPP MARNDR et le Service d'Immigration, aussi bien que la Marine haïtienne, toutes ces entités sont présentes à Port Saint-Louis. Le seul point d'ombre au tableau signalé par la présidente de Port Saint-Louis

LA RENAISSANCE DE L'AGRICULTURE EN HAÏTI

L'ingénieur Jean Michel Castor relance le cacao et le café

Un projet patriotique ambitieux porteur d'espoir

Suite de la page 1

depuis plusieurs années, Haïti a cessé d'exporter des denrées vivrières vers les Bahamas, pays importateur de denrées haïtiennes, pour devenir, en revanche, tributaire de la République dominicaine, par rapport aux besoins des ménagères de Port-au-Prince. Rappelons, par exemple, que l'Arcahaie satisfaisait les demandes en banane platane de la capitale, avant que la capitale haïtienne ne commence à en importer de l'au-



ingénieur Jean Michel Castor

tre côté de la frontière. Haïti importe, dans une certaine mesure, des produits vivriers d'autres pays, y compris des régions de l'hémisphère occidental.

Aucun doute, le cultivateur haïtien a cessé de produire en quantité suffisante pour satisfaire la demande nationale en banane, riz et d'autres produits, un manque à gagner imputable à la sous-production nationale. Cette tendance s'est développée au fur et à mesure que le riz importé, coûtant moins cher que celui cultivé en Haïti, est rendu localement disponible par la technique du dumping, ou offert en cadeau par les grands producteurs de riz d'Asie ou même des États-Unis d'Amérique. À cet égard, l'Agence américaine de développement international (USAID) a largement con-

tribué à rendre le riz cultivé en Haïti hors de portée aux consommateurs haïtiens par le biais du financement du riz produit à l'étranger.

Tous les produits comestibles devenus trop chers pour la bourse locale sont importés et rendus disponibles à meilleur marché. Même la viande, surtout le poulet élevé à l'étranger, est importé et disponible à bon compte, comparé à celui élevé en Haïti. Mais le poulet national tient encore bon, en termes de préférence des consom-

ou bien pour devenir des instruments d'exploitations de toutes sortes; ou encore pour se donner des moyens d'intimidations à leurs avantages. En tout cas, le mouvement des VSN a vraiment mis à mal le monde des cultivateurs, en dépeuplant la main d'œuvre. Les agriculteurs d'hier sont donc devenus les tontons macoutes avec l'avènement de Duvalier. Après près de trois décennies de ce dernier au pouvoir, l'évasion des agriculteurs était devenue irréversible et son impact permanent.

D'une manière générale, se nourrir, en Haïti, est devenu beaucoup plus cher, parce que Haïti se trouve confronté à une rareté de produits de bouche désormais de plus en plus indisponibles, au cours de ces dernières décades, en raison de l'abandon de l'agriculture par ces travailleurs. De toute évidence, la cause de la faim aiguë qu'endurent présentement les familles haïtiennes. Dans ce cas, les initiatives de Jean Michel Castor donnent espoir au pays, car s'inscrivant dans la même logique que celle de l'agronome Talot Bertrand. Puisque, l'ingénieur Castor, dans le cadre de sa campagne pour relancer l'agriculture, rejoint l'initiateur de « *Allô Agro/PROMODEV* », qui, lui aussi, fait figure d'« *activiste vigoureux et inlassable* » en faveur de l'agriculture. Ici, à ce journal, on se ferait violence de négliger d'attirer l'attention sur l'apport de M. Bertrand par rapport à sa forte contribution à la protection de l'écologie, se faisant un acteur incontournable, dans ce domaine. Les dirigeants des institutions préposées à œuvrer dans ce domaine de vraient lui en savoir gré, puisque, dans le cadre de *Allô Agro/PROMODEV*, l'agronome Bertrand ne laisse jamais passer l'occasion de sonner le tocsin pour réveiller les autorités endormies, tandis que les prédateurs écologiques sont à l'œuvre.

Jean Michel Castor derrière une cause patriotique

Incontestablement, à l'instar de l'agronome Tabot Bertrand, s'étant lancé dans la campagne pour redorer le blason de l'agriculture, Jean Michel Castor s'est

joint à ce qui devient un « *mouvement* » pour rappeler la culture de deux denrées bâtisseuses de richesse et l'agriculture, en Haïti, mais qui ont été trop longtemps négligées, pour ne pas dire oubliées. Il est curieux de constater à quel point l'État haïtien, qui aurait dû sonner l'alarme sur les déboires de ces cultures, ont laissé

delles. Ici, à *Haïti-Observateur*, nous le faisons à sa place, souhaitant qu'elle se manifeste prochainement.

Entre en scène Jean Michel Castor

L'ingénieur Jean Michel Castor assume les responsabilités d'un vrai patriote haïtien n'hésitant pas



Plantation de café, oeuvre de Jean Michel Castor.

l'initiative au secteur privé. Et pire encore, pas une once d'accompagnement, sous quelque forme que ce soit, n'a été proposé. Ici encore, ceux qui se trouvent aux commandes du pays, et dont la gouvernance a permis que la faillite de l'État se manifeste dans tous les domaines de leurs responsabilités, restent égaux à eux-mêmes, dans ce domaine également.

En attendant que les résultats des travaux de ces deux champions patriotes se révèlent dans toutes leurs beautés, la nation leur droit une ou deux fières chan-

à s'engager en faveur du pays lorsqu'il s'est rendu compte qu'Haïti a besoin de lui pour assurer la renaissance de ces deux denrées clés, le café et le cacao.

Le voilà donc s'embauchant volontairement au travail pour faire de son rêve une réalité. Aussi pose-t-il les problèmes auxquels était confrontée l'agriculture en général, mais ces deux produits phares, en particulier.

En effet, M. Castor pense que « *La production de café en Haïti a connu un déclin important au cours des dernières décennies en*

Suite en page 9

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

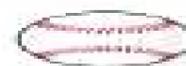
Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Suite de la page 12

me cadeau, un des stades construits et utilisés pour le mondial Qatar-2022, quatre mois après la fin de la Coupe du monde, a vu avec tristesse les stades démontés et redistribués. Et voilà qu'Haïti n'a pas vu son Stade Qatari arriver chez elle ! Et les deux pontifes, dirigeants actuels de la FHF, Monique An dré, qui depuis 2012, représentaient Haïti aux réunions et Congrès de la FIFA, depuis 2012, sont bien au

courant de cet engagement pris devant la FIFA.

C'est dans le cadre de cet engagement que l'Équipe nationale avait été, le 17 novembre 2010, participer à la fête de célébration par le gouvernement du Qatar de la victoire de sa candidature à l'organisation du Mondial Qatar 2022 devant les USA. Il y eut un match Qatar vs Haïti (1-0 pour Haïti). D'autant que tous les dirigeants actuels, qui représentaient Haïti aux réunions de la FIFA, Depuis 2012 connaissent l'engagement de la FIFA et

du Qatar, et que depuis 2010, ils sont parfaitement au courant de cet engagement.

Bien plus, le secrétariat général de la FHF, que dirigeait l'inoubliable et respecté agronome Lio nel Désir, de 2000 à 2012 (paix à l'âme de cet éminent Haïtien !) avait entrepris les démarches auprès de la Direction générale des impôts (DGI), qui avait mis, à la disposition de la FHF, un immense espace de terre entre Tabarre et Croix des Bouquets pour réimplanter le stade moderne, dont la construction

était, d'ail leurs prévue sur un modèle démontable. L'argument majeur, qui avait séduit la FIFA était que le Qatar avait pris l'engagement, après le Mondial, de faire don de sept des Huit 7 à 8 pays pauvres où le football était populaire, dont Haïti. Le Qatar, hyper riche, avec un petit territoire, n'avait pas besoin de si grands stades après le Mondial, même un cadeau royal, comme ce stade du Mondial 2022, *Ayiti pèdi ! !*

Bilan désastreux

Entraîneurs dont toutes les coaches féminins révoqués ! Professeurs d'école révoqués ; arbitres oubliés ;

87 ACADÉMIES TOUTES FERMÉES et pour lesquelles on ne peut pas parler d'insécurité terrains de football abimés *epi kraze*.

Plus grave : pour la première fois dans l'histoire, depuis des années, et bien longtemps avant l'insécurité, il n'y avait pas de match de football au Stade Sylvio Cator!

Quand la dignité prend des vacances

Par Hugue Célestin *

La grande majorité des lettrés du pays, particulièrement ceux du Nord, admire Anténor Firmin. Pourtant, rares sont ceux qui ont pris le temps de lire son classique *L'Effort dans le mal*. L'incroyable capacité d'adaptation des élites dirigeantes haïtiennes illustre à elle seule la tragédie nationale : une tragédie marquée par l'amertume, la déception, le désespoir, l'abandon et le reniement.

Ah ! Que le destin sait être ironique. Hier encore, la main sur le cœur et la voix vibrante d'indignation, Fritz Alphonse Jean jurait de ne jamais plier l'échine de vant la tutelle étrangère. Aujourd'hui, le voilà en Jamaïque, auréolé de son titre de Président du Conseil de Protection des Truands (CPT), peut-être en train de siroter un cocktail diplomatique, savourant un grand cru des réserves de Bordeaux en famille, sous le regard approbateur du Secrétaire d'État américain Marco Rubio et des dirigeants de la CARICOM. Mais attention, il n'a pas fait le voyage seul ! En digne chef d'expédition, il a embarqué son équipe de choc : son épouse

et l'un de ses enfants. Après tout, pourquoi se priver du confort familial lorsqu'on se prépare à recevoir les ordres du maître ?

Rappelons qu'il fut autrefois un écrivain virulent, dénonçant sans relâche les maux économiques qui gangrènent le pays. Il enchaînait les conférences à l'échelle nationale et internationale, paradant dans les rangs de la contestation progressiste et se posant en héraut des luttes contre la mauvaise gouvernance et la dilapidation des fonds publics, notamment ceux du scandale PetroCaribe. Mieux encore, il avait même fondé dans le Nord d'Haïti un Observatoire national des politiques publiques, censé veiller sur la gestion de l'État.

Omniprésent sur les médias traditionnels, les réseaux sociaux et dans les cercles militants, il fustigeait avec véhémence la privatisation de l'espace public par les anciens présidents et la transformation de leurs missions officielles en affaires familiales. Mais l'accession au pouvoir semble avoir des vertus amnésiantes bien commodes ! Reste à voir si sa bienheureuse famille ne s'apprête pas, elle aussi, à puiser dans les deniers publics, dans la plus pure

tradition de ses prédécesseurs.

Dénonciation pour soumission

Habile manœuvrier, le président d'un quinquennat réduit à cinq mois maîtrise l'art des discours faciles, ajustant son verbe à chaque étape de sa carrière pour séduire son public idéal. La preuve ? Avant même que l'ambassade américaine ne valide son intégration à la bande des neuf sous l'égide de la CARICOM, il ressassait à l'envi, tel un perroquet affamé cherchant à capter l'attention de son gardien : Transition de rupture ! Une rupture, disait-il, insupportable des errements de ces fiefés dirigeants haïtiens corrompus, sœurs, menteurs. Face à l'insécurité, il claironne : Budget de guerre ! Mais surtout, ne retenez pas votre souffle : ce budget, en réalité, est réservé au vote de la loi des finances de la prochaine législature.

Cerise sur le gâteau ! Que déclarait-il, dans une vidéo devenue virale ? Qu'il fallait résister à toute ingérence, qu'il ne tolérerait jamais qu'un seul centimètre du sol sacré de Dessalines soit livré à des forces étrangères. Le ton était grave, solennel, empreint d'un patriotisme de façade. Et pourtant, aujourd'hui, ce même Fritz A. Jean, l'homme qui s'autoproclamait de la 'résistance' et bannisait 22 produits de la République dominicaine, s'est humblement rendu à l'étranger pour recevoir ses instructions. L'histoire retiendra qu'il n'a même pas eu la dignité d'exiger que ses prestigieux interlocuteurs foulent le sol haïtien. Non, trop dégradant sans doute. Mieux valait un terrain neutre, impeccable et bien entretenu, loin des gravats et du chaos qu'il administre, avec son gouvernement, dans une complaisance totale au profit des gangs-milices.

Mais que faisait-il vraiment en Jamaïque ? Mystère et boules de gomme. Même en coulisses, ses rares partisans, qui grappillent quelques miettes de son pouvoir, ne découvriront son petit désordre

jamaïcain qu'au moment où il en appliquera les directives. En attendant, fidèle à lui-même, son Excellence des excellents Fritz A. Jean s'est lancé dans un récit aux allures de superproduction hollywoodienne : drogue, crime transnational, trafic d'organes, corruption, trafic d'armes. Mais il a oublié de mentionner le référendum, les élections et la route nationale #3, coupée par un mur à hauteur de Mirebalais, à la manière d'un 'pays lock'. Comme si lui et ses prédécesseurs n'étaient que de simples spectateurs dans un théâtre de marionnettes. Toujours prompts à dénoncer, jamais comptables de rien. Ah, mais sur un point, ils assument pleinement leurs responsabilités : la gestion des canaux par lesquels transitent les liasses de dollars.

Larmes sélectives, mémoire trouée : Un président et un PM du flou

À peine arrivé, son premier réflexe, en croisant le regard complice de son Premier ministre déjà courbé sous le poids de la soumission, a été d'exprimer sa profonde émotion pour un policier kényan tué par ceux-là mêmes qui exécutent le fameux budget de guerre. Et les milliers de victimes haïtiennes massacrées par les gangs ? Oubliées. Les familles chassées de leurs foyers ? Invisibles. Les soldats de l'armée et les policiers haïtiens tombés sous les balles assassines ? Insignifiants. Ceci se passe quotidiennement. Mais pour ce policier kényan, incarnation du regard paternaliste de l'Internationale, les larmes ont coulé, sans retenue. Haïti inaugure une nouvelle ère diplomatique : celle de la compassion à géométrie variable.

Ce grand stratège, ce 'Président de la chance qui passe', parle beaucoup, promet tout, mais ne réalise que la satisfaction de ses propres frustrations. Il nous a offert des mécanismes supposés mettre fin à l'économie de la violence : la fameuse transition de

rupture, le redressement économique, le budget de guerre pour la sécurité, la conférence nationale, le référendum du 15 mai 2025, puis les élections du 25 novembre 2025. Aujourd'hui, après sa rencontre avec Marco Rubio, où se joue sans doute l'avenir du pays, rien n'a filtré. Seuls les héritiers Jean détiennent le secret, au nom de la République. Gouverner en Haïti, surtout avec de tels politiciens madrés, c'est, manifestement, ériger l'opacité en principe.

L'avènement de Trump annonce, aux États-Unis, une diplomatie axée sur l'économie et le commerce. Marco Rubio s'est rendu en République dominicaine pour négocier l'exploitation des terres rares. Mais dans le cas d'Haïti, l'ancien gouverneur de la Banque centrale, aujourd'hui président du Conseil de Protection des Truands (CPT), est contraint de se déplacer pour s'enquérir de son prochain rôle. Par cet acte, s'est-il rendu complice du bradage et du pillage des ressources du pays ?

Mais après tout, qu'importe les contradictions, les reniements et les amnésies volontaires ? L'essentiel, c'est que la mise en scène se poursuive jusqu'à la prochaine pirouette. N'est-ce pas là un pathétique effort pour exceller dans le mal ? À l'instar du droit, la défaite de la justice et de la vérité n'est jamais définitive.

Somme toute, une lueur d'espoir pointe à l'horizon. À la lecture de la Déclaration du Congrès Patriotique pour le Sauvetage d'Haïti, une solution semble en cours de matérialisation pour une sortie de crise difficile, mais honorable. Peuple souffrant et meurtri, le moment est venu d'entrer en scène !

Grand Pré, 28 mars 2025

* Hugue Célestin

Membre de : Federasyon Mouvman Demokratik Katye Moren (FEMODEK) Efo Solidarite pou Konstriksyon Alternativ Nasyon Popilè (ESKANP)

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 HANLIN AVE. (BL. UNION & PRINCENAL)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

VOL. LV, No. 7 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 2 -9 avril 2025

L'ADIIH EN MODE DE RÉBELLION CONTRE LE POUVOIR EN PLACE

Cette organisation d'hommes d'affaires dit ne plus s'associer aux actions du régime**Il est temps de parler de « RELANCE de la sécurité »***Suite de la page 1*

capitale, les quartiers suivants sont énumérés, souvient le communique : « *Christ-Roi, l'Avenue N, Carrefour-Feuilles, Delmas 19, Delmas 30, Pacot, entre au tres, tombent progressivement sous le contrôle des groupes armés, tandis que l'État semble impuissant à restaurer l'ordre républicain. Le récent déménagement du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), motivé par 'le climat d'insécurité', est une illustration frappante de la gravité de la situation. Quel message cela envoie-t-il à la population, aux investisseurs nationaux et étrangers, aux partenaires financiers internationaux dont l'opinion compte tellement pour le gouvernement ?* ».

Dans ce texte encore, les capitaines des entreprises, dont est formée l'ADIIH, ne vont pas par quatre chemins pour rappeler aux hommes et femmes qui sont aux commandes du pays, de leurs responsabilités et des engagements qu'ils

ont pris, devant Dieu et devant les hommes. Aussi soulignent-ils : « *L'ADIIH tient à rappeler aux membres du Conseil de transition ainsi qu'aux membres du gouvernement qu'ils ont accepté une mission claire : rétablir la sécurité et l'État de droit dans ce pays. La population a trop attendu. Elle exige désormais des résultats concrets* ».

Les engagements pris seront-ils concrétisés?

Il semble que l'équipe gouvernementale donne davantage, dans des démarches non conformes à leurs missions qu'ils peuvent se féliciter. Comme les trois membres, pris la main dans le sac dans une affaire de demande de pots de vin d'une valeur de 100 millions de gourdes. Valeur sollicitée de l'expert de la Banque nationale de crédit, qui sont toujours en fonction. À cet égard, ils leur rappellent ce que le peuple attend d'eux et qu'ils n'affichent aucune volonté de s'acquiescer de leur mission, aujourd'hui, demain ou jamais. Voici,

pour mémoire, ce qu'ils n'ont pas pu accomplir, sinon l'encaissement de leurs gros salaires et bénéfices inhérents à leurs fonctions.

En ce sens, voici ce que dit les phrases suivantes, soient les trois missions qui leur sont assignées : « 1) *La sécurité couplée avec des investissements infrastructurels dans les quartiers les plus défavorisés, négligés depuis trop longtemps;*

« 2) *La réforme constitutionnelle;*

« 3) *L'organisation des élections* ».

Dans les paragraphes qui suivent, l'ADIIH met le pouvoir face à ses responsabilités et aux devoirs qui lui incombent, dans l'imédiat. Ils évoquent un principe énoncé par *Haïti-Observateur*, et qui parle de la culture de résultat. Comme pour dire à l'équipe au pouvoir de tirer sa révérence, face à son échec et à son incapacité à livrer la marchandise.

Et l'ADIIH d'ajouter :

« *Face à cette réalité alarmante, l'ADIIH refuse de s'associer à tout événement futile*

ou initiative cosmétique visant à cocher une case, alors que le peuple s'effondre, que les écoles ferment, que les hôpitaux peinent à fonctionner, que même les églises sont à genoux. Le temps est venu de parler de 'RELANCE de la sécurité' ».

Malgré cette fermeté humiliante, qui caractérise le communiqué de l'ADIIH, les chefs d'entreprises semblent garder encore l'espoir d'un sursaut des dirigeants, qui n'ont pas su faire œuvre qui vaille au pouvoir, depuis bientôt un an. Aussi, pour finir le document, se prononcent-ils en ces termes :

« *Le pays est confronté à une double guerre. Une guerre militaire et une guerre contre la misère, La société toute entière est prise en otage. Il est donc URGENT et IMPÉRATIF que le gouvernement reste concentré UNIQUEMENT sur la priorité du moment et mette en œuvre des mesures fortes, ciblées et courageuses pour neutraliser les gangs et libérer la population du joug de la ter-*

reur ».

Par ces dernières phrases, les dirigeants d'entreprises mettent le CPT et le gouvernement face à leur échec, leur rappelant qu'il leur appartient de tirer le maximum d'avantage des prochains jours.

Mais les décideurs de l'ADIIH doivent faire attention pour ne pas perdre leur sens d'objectivité, au moment où les malfrats, en dépit de la présence de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) est présente sur le sol d'Haïti, contrôlent plus de 80 % de l'espace de Port-au-Prince, en sus de perpétrer encore leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent; ou encore continuent de capturer avant d'incendier les blindés de la PNH et de la MMAS; ou encore d'assassiner des policiers haïtiens et kenyans à leur guise, et dans l'impunité totale, comment peuvent-ils entretenir l'espoir d'une quelconque action viable de toutes les forces de sécurité mises ensemble ?

L.J.



GRENN PWONMENN

Tèlman sitiwayon grav, gen mounn ki dispoze aksepte nenpòt ki solisyon

Premyèman, lè n ap pale de sitiwayon lakay ki grav anpil, se de Pòtoprens sitou n ap pale, paske jan nou tout konnen, gang prèske fin pran kapital la, ke yo deja kontwole plis pase 90 pou san (90 %). Sa tèlman grav, menm gouvènman an

simityè. Wi, an franse mounn te konn di : « *Haïti, un cimetière à ciel ouvert !* »

Sa Ayiti pèdi akòz rejim makout la

Se lè sa a Ayiti te pèdi youn bann sèvo, paske laplipa entèlektyèl ak pwofesyonèl te kou

Epi, plizyè ofisyè lame Dayiti ale jouk nan peyi Lafrik, ki te fèk vin jwenn endepandans yo de Lafrans. Enben se ofisyè ayisyen sa yo ki te antrene lame nan peyi tankou Bénin, Chad, Congo ak kèk lòt ankò.

Mwen p ap janm bliye kijan nou te pèdi youn pwofesè ki te gen gwo repitasyon nan Okay (Aux Cayes). Pwofesè Henri Vixamar, te anseye nan lise Filip Gèrye kote jèn frè m Léo te ye, nan lavil Okay. Enben, prezidan peyi Chad te voye chache msye epi se li ki te vin bra dwat prezidan Franswa Tonmbalbay. Mwen bay msye kòm youn entelektyèl enganm ki te oblije ateri jouk nan peyi sa a. Epi se Ayiti ki te pèdi.

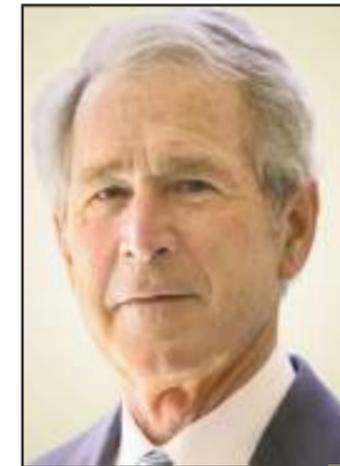
Antouka, se sou gouvènman Papa Dòk, laplipa Ayisyen ki vin fòme sa nou rele dyaspora, kounnye a, tekite Ayiti. Si Ayiti te bon lè sa a, jan sèten mounn ap di kounnye a, jiskasko yo ta vle pou n retounen nan epòk sa a, m ap fè yo konnen se kouri pou lapli al tonbe nan basen. E m ap ajoute sou pwovèb la : Tonbe nan basen san w pa konn naje ! kivedi w ap mouri nwaye !

Enben se pou n tounen nan Lavalas

Toujou, gen youn bann lòt mounn ki di olye pou peyi a kontinye ap pase tray l ap pase anba gang kounnye a, pito nou tounen nan Lavalas ak prezidan Titid. Wi, sou Jean-Bertrand Aristide se te sa nèt ! Men m ap raple yo ke se sou prezidan sa a menm ke nouvo gang yo te kòmanse. Pa bliye, apre prezidan Aristide te pran kou deta 29 septanm 1991, sèl-

man apre li te pase 7 mwa opouvwa, li te ateri kòm refije nan Karakas, kapital peyi Venezwela, kote l te pase youn ti tan, anvan li te ateri nan Washington, kapital Etazini. Prezidan George W. Bush te envite msye vin pase youn ti tan nan kapital demokrasi a. Ayisyen mal palan di se nan lekòl demokrasi li t ale.

Enben, msye pa t aprann anyen nan sa k rele demokrasi. Okontrè, li pa t menm pase klas « *Demokrasi 101* » nan. M ap ban nou enfòmasyon epi nou ka di si m gen rezon, ou byen se manti m ap fè. Anvan m di nou anyen sou sa, fò m



Defen prezidan βJo B Bouch

raple nou kijan oparavan, Pè Titid te rayi Ameriken. Lè l te konn ap preche nan legliz St. Jean Bosco, nan Potoprens, li te konn denonse bann « *kapitalis peche mòtèl* yo » k ap toupi-malere. Vwala ke msye tèlman rantre nan konfyolo avèk ameriken atoufè sa yo, li aksep te retounen Ayiti apre 2 zan



Profesè Henry Vixamar

nan « *Lekòl demokrasi* », anba pwoteksyon 22 mil solda Yan ki, nan dat 15 oktòb 1994.

Bon, men nouvo demokrat pachiman an, ki santi l alèz pou l fè sa l vle, paske, sandout, li te gentan diskite sa ak nouvo bòs li yo. Nan mwa janvyè 1995, li kraze lame Dayiti (FAD'H). Li dakò pou gen Polis nasyonal la (PNH). Men l tonbe nan kopye Papa Dòk. Li monte

« *Chimères* », ki te divize an youn bann ti lame : « *Lame Rouj, Lame Saddam Hussein, Lame Dòm nan bwa, Lame Rat pa kaka, menm Lame Kani bal* » e lòt toujou.

Epi bann ti lame sa yo se te gang ofisyèl ki te fè tou sa prezidan te voye yo fè. Tanpri, al li editoryal nan jounal la, ki parèt an franse epi angle, pou n wè dega ti lame Aristide yo fè nan peyi a. Ansyen Senatè Moris saint Jean Irvelt Chéry ekri youn dokiman, nan dat 17 novanm 2000, ke li te adrese bay « *Mesdams/Messieurs, les Autorités Judiciaires de mon pays* », kote li detaye krim Aristide responsab pou yo : touye anpil mounn, gason kou fanm, vòlò lajan Leta, rantre nan konmès dwòg, elatriye. Wi, al gade sa, paske mwen manke espas pou m ta layte kòm m sou dokiman an. Men n ap sezi pou n wè kantite krim youn ansyen prèt konmèt.

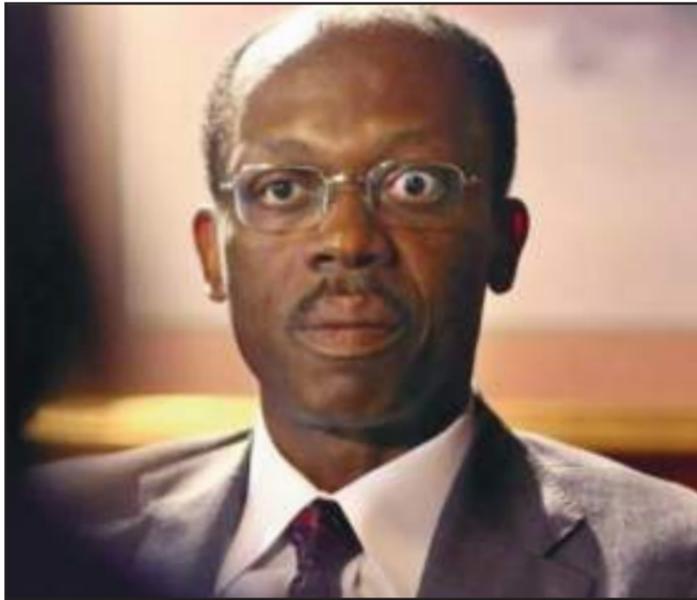
Epi se youn gouvènman konsa ki pou ta vin fè peyi a pran youn souf ak gang. Se sou Prezidan Aristide

« *Bandi legal la* », prezidan Michel Joseph Martelly avèk bra dwat li Laurent Lamothe kopye pou l te monte gang pa l yo, ki la jouk kounnye a, k ap fè tout dega nou wè ann Ayiti yo. Wi, avèk « *Parti haïtien Tèt kale* » (PHTK) –jan yo rele òganizasyon yo a, yo te kontinye politik Lavalas la, ke yo te renmèt bay Jovenel Moïse lè l te vin pran manyèt la.

Men dènye kou ki pou touye Koukou a : Samdi pase, mwen tande youn Ayisyen, ki t ap patisipe nan youn diskisyon, di : « *Se Dominiken ki pou ede nou rezoud gwo pwoblèm nou gen ann Ayiti a* ». Men lawonbadè, patriyòt ayisyen, ki te nan diskisyon an, pati dèyè l san rete. Li pa man de padon, men l fèmen bouch li. Nou ka tounen sou sa youn lòt jou. M ap tann kòmantè nou sou kesyon an.

Antouka, pou n pran youn souf ak gang yo, nou pa ka tounen nan okenn gouvènman sa yo, ki te nan gang tou, ni nou pa ka nan okenn Dominiken, ki te nan konfyolo ak gang, paske se nan peyi yo pi fò zam ak minisyon pou gang ann Ayiti pase pou ateri ann Ayiti. Kamenm, fòk nou fini avèk kesyon gang sa a. E m ap repete : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti* ».

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com**



Ansyen prezidan Jan Bètran Aristide

asonlantye kapab kouri kite Pòtoprens pou al mete kapital la Okay Ayisyen. Wi, ni 9 manm Konsèy prezidansyèl tranzisyon an, sa yo rele CPT an franse a, avèk Premye minis la santi ke yo ka oblije degèpi anvan se gang ki kouri dèyè yo. Wi, mezanmi, jan nou tande l la !

Alò, mwn kòmanse tande mounn bò isit bò lòt bò k ap di sa yo ta prefere. Cheve m kanpe lè m tande sa y ap di. Kòm laplipa pa t ko fèt lè diktati mounn Divalye yo t ap gouvènen, yo di pito n tounen ak youn gouvènman konsa. Kòm mwen te la lè mounn Divalye yo te opouvwa, fò m ba yo youn ti leson sou kijan bagy yo te ye.

Se te epòk tonton-makout, ke diktatè Papa Dòk te ba yo bèl non : « *Volontaires de la Sécurité nationale* ». (VSN). Enben, yo te aji menm jan ak gang k ap kraze brize kounnye a. Pa t gen eksepsyon, jan yo te touye mounn ki pa t dakò jan gouvènman an t ap aji. San z atann, Tonton makout debake lakay ou epi yo mare w 2 bra dèyè do, y a l fèmen w nan prizon Fò Dimanch, si yo pa tou voye w al bwa chat. Lè sa a pawòl ki te alamòd, pa nan bouch mounn chèf la, Ayiti asonlantye se te youn gwo

ri kite peyi a anvan yo t al ateri bwa chat. Se nan epòk sa a, youn bann medsen ayisyen vin tabli yo Ozetazini ak nan lòt peyi. Mwen sonje kijan nan gwo vil Etazini yo, tankou Nouyòk, Chikago, Miami, menm Wachintonn, lè yo te gen gwo liv kote ki te gen telefòn piblik, non franse ou te



Franswa Tonmbalbay

konn jwenn nan liv yo, prèske tout se te Ayisyen. Wi, se nan epòk sa a Ayiti te pèdi lamajorite doktè ki te antrene nan Lekòl medsin Ayiti, men se peyi etranje ki t ap jwi de konesansans ak ekspètiz yo.

Se menm lè sa a, youn bann pwofesè lekòl kouri kite Ayiti y al nan peyi tankou Kanada, sitou nan pwovens Kebèk, ki te louvri 2 bra pou akeyi yo.



HAPPENNINGS!

Continued from page 1

active-duty personnel [consisting of] six infantry brigades, a combat support brigade, a combat service support brigade and the air cavalry squadron.”

Undoubtedly well-meaning in his proposal, the guy apparently failed to take into consideration the historical precedents in Dominican-Haitian relations and current policies of Dominican President Luis Abinader towards Haitians, who are being deported by the thousands from his country.

Historical precedents and inhumane policies

For those who haven't studied the history between the two countries that share the island of Haiti, or Hispaniola, as preferred by the Dominicans, Haiti first defeated the French slave masters on November 18, 1803, and declared independence on January 1st, 1804. But the Dominicans, next door, still under the yoke of Spain, called on the Haitian leadership for help, and in 1822, Haitians defeated the Spanish enslavers and ruled the Dominican Republic, as well as the Republic of Haiti for 22 years. Eventually, the Dominicans gained their independence from Haitians, in 1844.

Preferential treatment for Dominicans by the former enslavers

Considering themselves a White nation, due to more light skin individuals in their country, in comparison to Haitians, called Black Africans, the Dominicans became the darlings of the former White enslavers, who never forgave our ancestors for defeating the powerful army of Napoléon Bonaparte. In fact, Haiti, at gun point, was forced to pay indemnity to the former enslavers for more than a century. NPR dubbed it

“The Greatest Heist in History: How Haiti was forced to pay reparation for freedom.”

According to a series in the New York Times, in May 2022, the sum paid to France by Haiti amounted to more than \$21 billion. That mortgaged the economy of the young nation from

1825 to 1947.

Meanwhile, the Dominicans have been adulated by the same former enslavers. Consider also the treatment of Haitians by the Americans when the U.S. militarily occupied the two countries – Haiti, from

1915 to 1934, and the Dominican Republic, from 1916 to 1924. Dominican Republic became the sugar capital of the world, on the backs of Haitian laborers, trucked over to the country next door by the American occupiers, to tender the sugar cane fields. Thus did the Dominican flourish at the expense of Haiti.

The situation continues till this day, as the Dominican Republic depends on Haitian labor for most of their agricultural production and the construction of major edifices, to welcome the hordes of tourists from Europe, the U.S., even from Asia.

Inhumane treatment of Haitians tolerated

Then, in October 2024, President Luis Abinader began his massive deportation of Haitians, 10,000 per week, to a Haiti, overwhelmed by gangs. It's such an inhumane policy for a country which is a member in good standing of the Human Rights Council of the United Nations, elected for the 2024-2026 term! Imagine that in the meantime, the Dominican Republic has been implicated in providing support to the gangs in Haiti, with the acquiescence of the U.S. Since Haiti doesn't manufacture weapons or ammunition, the gangs depend on their friends in the Dominican Republic to help them obtain those instruments of death that are shipped from the U.S.

Though since 2023, the United Nations had called for an arms embargo, mainly from the United States to Haiti, the flow continued. But something happened recently that confirmed what has been happening all along. On March 4, customs authorities at the Dominican port of Haina seized an arms shipment going to Haiti. According to the Associated Press, the package included 36,000 cartridges, 23 firearms and more than two dozen rifles and pistol chargers. It was “from a Miami shipment destined for

Haiti.” (bold, ours). In a statement from the Dominican customs office, “agents also confiscated a submachine gun and a charger for a 50-caliber rifle.” In addition, it's reported that “Dominican agents recently seized 37 weapons at the same port in the Santo Domingo capital.”

Somehow, there's a new awareness regarding arms shipments to Haiti, because the story states that there is an ongoing investigation and the “Dominican agents are working with agencies, including the U.S. Department of Homeland Security.” And hear this: “The Dominican agents recently seized 37 weapons at the same port in the Santo Domingo capital.”

Obviously, there is good com-



Haitian mass-killer Dominican dictator Leonidas Trujillo

merce between some high Dominican officials and the gangs in Haiti. Thus, considering the historical precedents, opening Haiti to Dominican domination would be, as the Creole proverb states, “Trusting the cat to watch the butter!” It's a No-No!

What about reinstalling former predatory regimes to defeat the gangs?

There's nostalgia about Haiti's former dictator François “Papa Doc” Duvalier. Suddenly, one hears that “Under Duvalier, Haiti was at peace!” That's probably from some remaining diehard adherents to duvalierism, from individuals of the younger generation that know nothing about life in the 1950s and '60s. They probably heard about the “Volunteers of National Security,” but don't know that the people called them “Tontons-Macoute,” (bogeymen), members of the official

gangs in the service of the “President for life who, on his deathbed, anointed his 19-year-old son Jean-Claude Duvalier as his heir, also for life. But on February 7, 1986, the Haitian people, in a nationwide uprising, put an end to the 29-year father-son rule.

Certainly, those who think another Duvalier-style dictatorship is what's needed now don't know that Haiti was nicknamed a “Cimetière à ciel ouvert” (a wide-open Cemetery under the sky) during the rule of those dictators who filled the “Fort Dimanche” prison with their real and presumed opponents, who never came out alive. They don't know that it was under Papa Doc that Haiti had a major brain drain, causing the departure of our medical doctors, professors and some military personnel, who were welcomed by countries like the United States, Canada and several African nations freshly independent, such as Benin, Congo, Chad and others. Yes, it was under their rule that Haitians left the country in droves and now dubbed the Haitian Diaspora. It's a No-No for another such dictatorship.

Nostalgia about the Lavalas of Jean-Bertrand Aristide

There's a movement afoot to bring back the first Haitian president democratically elected in a landslide on December 16, 1990. But showed his true colors on the day of his inauguration, February 7, 1991, when he said, “Wòch nan dlo pral konnen doulè wòch nan solèy” (Stones in the water will now know the pain of stones under the sun). Arbitrarily, he ordered the arrest of the first woman President, Ertha Pascal Trouillot, who had made possible the elections that he won. That caused an uproar, and President Bush telephoned, urging him to release the lady immediately, or else.

Also, he declared war against the business sector, which didn't readily provide the funds he demanded. Thus, did he create powerful enemies for himself from the outset. He was toppled after only seven (7) months in office. First, exiled to Caracas, Venezuela, he landed in Washington, on invitation from President George W. Bush. He spent two years in splendid exile in the U.S. capital.

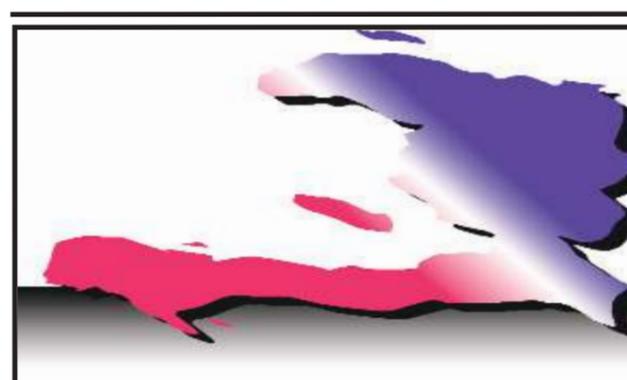
Returned to Haiti on October

15, 1994, under the protection of some 22,000 U.S. troops, he disbanded the Armed Forces of Haiti in January 1995, acquiesced to the international community's imposition of the Haitian National Police (HNP). However, he relied mostly on his “Chimères” (Ghosts), his private gangs, divided into several units with provocative titles, such as “Red Army, Saddam Hussein Army, Sleep in the Woods Army, even a Cannibal Army” and more. They carried out his biddings, killing hundreds of victims, stealing State funds, as he himself became the “godfather of drug trafficking,” according to one of his trusted friends, Jacques Beaudouin Ké tant (originally Quettant), who was extradited to the U.S. where he stood trial for drug trafficking. Several others of Aristide's entourage spent time in U.S. jails for drug trafficking.

The record of the former Catholic priest-turned-hardened-criminal appears in a document, dated November 17, 2000, by former Senator Maurissaint Jean Ivelt Chéry, addressed to “*La dies/Gentlemen, Judicial Authorities of my country*” in which he provides ample details, with names and circumstances regarding the killings, thefts and other crimes committed on orders of the former poor priest of Saint Jean Bosco, arguably, the poorest parish in Port-au-Prince. He has yet to explain how he became a multimillionaire. You can read all about the document in the French editorial, adapted into English, in this issue of the paper.

To be noted, the self-styled “Legal Bandit” Michel Joseph Martelly, aided by his right-hand man Laurent Salvador Lamothe, followed in Aristide's footsteps, by creating their own gangs, including some remnants from Aristide's era. The assassinated President Jovenel Moïse inherited these. Today they are among the “*Viv Ansanm*” (Live Together) as a association of gangs that are causing death and desolation in Haiti. Indeed, there is no salvation in returning to all these official criminals to save Haiti from gang rule. They're “No-Nos. However, I will repeat what I wrote way back on September 8, 2021: “*As long as the gang issue isn't resolved, nothing can be resolved in Haiti.*”

RAJ
raljo31@yahoo.com



HAÏTI  *Lè manke gid, pèp la gaye!*

OBSERVATEUR

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Le commissariat de Police, la prison et l'hôpital de Mirebalais attaqués par des gangs

C'est très grave, ce qui se passe, ces derniers jours, quand les gangs qui ont causé d'énormes dégâts aux infrastructures à Port-au-Prince, dans le département de l'Ouest, se sont déplacés au Nord-est, pour s'attaquer au commissariat de police de Mirebalais, la prison de la ville ainsi que l'hôpital de renommée internationale que feu le Dr. Paul Farmer avait créé et inauguré le 28 avril 2013, en vue de faire face aux désastres dans le domaine de la santé publique causées par le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

En effet, le week-end dernier était plus ou moins calme à Mire

pour empêcher les malfrats de joindre l'acte à la parole. Ce n'est que dans l'après-midi du lundi que des unités spécialisées de la PNH sont arrivées en renfort. L'institution policière a annoncé que les forces de l'ordre ont repris le contrôle de la ville, après avoir abattu plusieurs des criminels, sans en préciser le nombre.

Quant à l'hôpital de Mirebalais, il a été épargné, grâce au dévouement de la population, dont certains jeunes aguerris ont infligé le « *Bwa Kale* », aux malfrats, utilisant leurs propres armes contre les attaquants, dont certains ont connu la mort instantanément.

capitale, jusque dans le Nord-est du pays. Selon une source qui se veut anonyme, c'est via Mirebalais et d'autres villes frontalières qu'ils sont ravitaillés en armes et munitions. Apparemment, ils se disent qu'il faut affaiblir, même détruire les forces de l'ordre en fonction dans ces zones, par suite de saisies récemment d'équipements et de munitions qu'ils attendaient. Alors que les autorités haïtiennes prennent les dispositions appropriées pour renforcer les garnisons installées dans les villes frontalières.

États-Unis : Les décisions du président font prévoir des jours un avenir tumultueux pour le pays

Dès son inauguration, le 20 janvier dernier, le président Donald Trump a émis une série d'ordres exécutifs, signalant qu'il se démarquait de ses prédécesseurs quant à sa politique extérieure et la gouvernance de la nation. On ne s'étendra pas sur tous ses ordres, mais deux d'entre eux sont exemplaires : Le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'introduction d'un nouveau département dans l'administration, le DOGE (Department of Government Efficiency) visant à nettoyer les écuries d'Augias dans le fonctionnement de l'État, ayant confié cette mission au multimilliardaire Elon Musk, qui a grassement financé sa campagne électorale.

Sans l'aval du Congrès, M. Musk est allé très vite en besogne. Non seulement en effectuant des réformes tolérables, mais, dans certains cas, en les éliminant tout bonnement. Comme c'est le cas pour la USAID (US Agency for International Development). Cette

agence du gouvernement américain n'existe plus et les effets négatifs se ressentent un peu partout dans le monde, surtout dans les pays du tiers monde, où certains projets qui en dépendaient n'existent plus.

Les employés du gouvernement fédéral ont été davantage affectés par la hache d'Elon Musk. Selon les statistiques publiées et rapportées par l'agence de nouvelles Reuters, durant les deux premiers mois de l'administration, 62 350 employés, dans différentes institutions de l'État, ont été renvoyés, et cela continue.

En tout dernier lieu, c'est le dé

vernement essaie d'apaiser la colère des protestataires, en déclarant que le département continuera à fournir certains renseignements, en sus d'être d'une certaine utilité.

Cette dernière action de la présidence fait penser au pensum de l'éducateur Daniel Prelipcean, dont la teneur est formulée, en anglais, en ces termes : « *Destroying any nation does not require the use of atomic bombs or the use of long range missiles. . . It only requires lowering the quality of education and allowing cheating in the examination by students. The collapse of education*



Donald J. Trump, le président démolisseur



Elon Musk, le patron démolisseur

balais, mais dans les petites heures du lundi matin, 31 mars, des gangs de la coalition « *Viv Ansanm* », de Jimmy Chérizier, alias « *Barbecue* », lourdement armés, ont investi cette ville frontalière, incendiant des véhicules de la police, libérant plus de 500 prisonniers et causé la fuite de nombreux habitants de la ville qui craignaient le pire.

Selon certaines informations, la Police avait été alerté de l'attaque. Croyant qu'il s'agissait de « *Poisson d'avril* », les dispositions n'ont pas été prises à temps

Mais le nombre de victimes reste encore inconnu.

De toute évidence, la population, ne comptant plus sur les autorités du pays, décide de prendre en charge sa propre défense. C'est grave, car on ne sait jusqu'où iront les citoyens, décidément abandonnés à leur propre sort par les forces de l'ordre.

Concernant l'attaque des gangs contre le commissariat de Mirebalais, les conjectures abondent, par rapport aux qui ont occasionné l'action du chef des gangs, déplaçant leur action de la

partement de l'Éducation qui a succombé sous la hache du DOGE. Jeudi dernier, 27 mars, le président Trump a signé l'ordre exécutif visant l'abolition de ce département, dont la mise en place remonte à l'année 1979, sous la présidence de Jimmy Carter. Le président Trump a voulu s'en faire depuis son premier mandat à la présidence (2016-2022). Et, depuis peu après sa prestation de serment, le 20 janvier, il avait fait réduire l'effectif des employés, de 4 133 à 2 183, d'après un reportage de *USA Today*. Désormais, on parle d'abolition, bien que le gou-

is the collapse of the nation." (Traduction: « Pour détruire une nation, on n'a pas besoin de bombes atomiques ou de missiles à longue distance. Il suffit de réduire la qualité de l'éducation, permettre aux étudiants de faire la tricherie aux examens. L'effondrement de l'éducation c'est l'effondrement de la nation ».

Alors, on est à se demander ce qu'envisage le président Trump en faisant abolir le département de l'Éducation ?

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

HAÏTI  *Lè manke gid, pèp la gaye !*

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

LA RENAISSANCE DE L'AGRICULTURE EN HAÏTI

L'ingénieur Jean Michel Castor relance le cacao et le café

Un projet patriotique ambitieux porteur d'espoir

Suite de la page 3

raison de divers facteurs tels que les conditions climatiques défavorables, les maladies des plantes et le manque d'investissement dans l'industrie agricole ». Mais il n'a

En outre, il est nécessaire de sensibiliser et de former les agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles pour augmenter les rendements et la qualité du café produit».

Selon l'ingénieur Castor, la

feuille de route qu'il propose : «*Tout d'abord, la qualité des fèves de cacao haïtien est reconnue sur le marché international, et cela constitue un atout majeur. Elles sont souvent considérées comme étant de haute qualité,*

va pas de main morte, dans la mise en application de sa stratégie, principalement dans la culture du café et du cacao, mais également de la banane et d'autres produits dont le pays a grand besoin.

tation pour présenter cet article sur l'ingénieur Jean Michel Castor, il nous a permis de découvrir un monde d'entrepreneurs œuvrant dans le domaine agricole, collaborateurs de proximité de l'agronome Tabot



Un cacaoïer dans un champ de Jean Micheo

pas tardé à rassurer, par rapport aux possibilités de relancer cette culture. Aussi a-t-il ajouté « (...) il est possible de relancer cette production vitale pour l'économie haïtienne en prenant diverses mesures ».

Dans le cadre de cet immense projet, il présente, en guise de feuille de route : « (...) il est impératif d'investir dans la recherche et le développement pour trouver des variétés de café résistantes aux maladies et adaptées aux conditions climatiques locales.

production du cacao haïtien a fait un recul, qui s'est étiré sur des décennies. Toutefois, fait-il remarquer, les défis qu'a connus cette culture recèle aussi des « opportunités prometteuses pour l'avenir ». Dans le cas de la relance de la culture du cacao, il s'est proposé de mettre en place « (...) une stratégie intégrée visant à augmenter la production de cacao pourrait revitaliser l'industrie tout en stimulant l'économie locale et en apportant des bénéfices sociaux et environnementaux ».

Voici donc, pour ce produit, la

notamment en raison de l'absence de traitements chimiques excessifs. En mettant davantage l'accent sur les pratiques agricoles durables et la certification, Haïti peut améliorer sa réputation sur le marché mondial. Un partenariat avec des organisations telles que le Conseil du Cacao et du Café (CCC) pourrait aider les producteurs à atteindre les normes requises. Cela stimulerait la demande et pourrait permettre d'obtenir des prix plus élevés pour le cacao haïtien ».

Et le jeune entrepreneur n'y

Une visite des lieux permet, d'ores et déjà, de constater les résultats des bonnes pratiques mises en œuvre par l'ingénieur Castor, notamment dans l'aménagement des espaces cultivés, dont l'organisation physique assure la luxuriance de la végétation.

Jusqu'ici, Jean Michel Castor souhaite que la collaboration des investisseurs soit aussi encourageante que celle de la nature dont la bonne combinaison de pluie, de soleil ou même de vents fait espérer de bonnes récoltes.

En réunissant la documen-

Bertrand, que je pourrais attribuer le titre de « patron de l'agriculture » en Haïti. Dans le cadre de son entreprise, « Allô Agro/ PROMODEV », l'agronome Bertrand a décerné des prix à une flopée d'acteurs dans l'agriculture qui se sont signalés durant l'année 2023. Nous nous proposons de visiter, de manière spéciale, ces personnes dont l'apport, dans le domaine de l'agriculture ne doit pas être relégué sous le boisseau.

L.J.

ÉDITORIAL



Culture d'impunité en Haïti, il faut nettoyer les écuries d'Augias

Bien que soit dénoncée vive ment l'emprise de l'impunité sur l'administration publique, en Haïti, on ne semble pas saisir l'importance de son éradication, au même titre que l'insécurité, étant la source de celle-ci. Sa sœur aînée, l'impunité a évolué tôt et rapidement, dans l'ère post-Duvalier, en fluant tous les compartiments de l'administration publique, dont les leviers ont favorisé l'insécurité constatée aujourd'hui. Il n'est donc pas possible d'anéantir les gangs armés sans se défier des conditions qui les ont données naissance. Autant dire, la lutte contre l'insécurité prônée surtout avec le déploiement de la Mission multi nationale d'appui (MMAS), à la Police nationale d'Haïti (PNH), ne mènera nulle part, sans l'élimination totale de l'impunité.

L'introduction, en douce, dans tous les coins et recoins du gouvernement, de l'impunité, a servi de passerelle à l'insécurité. Bien que celle-ci ait régné en maître sous Duvalier, favorisant ses multiples assassinats, mais aussi d'autres, financiers, plus rares, après la chute de Jean-Claude Duvalier, qui avait succédé à son père, le prêtre défroqué Jean-Bertrand Aristide, porté au pouvoir par des élections étonnantes les « plus démocratiques » qu'il ait jamais connues Haïti, par la communauté internationale. L'acclamation dont il était l'objet lui faisait croire qu'il avait reçu un sein blanc du pays. Aussi, pensait-il qu'il était dans son bon droit d'introduire l'impunité, « sans réserve » dans la gouvernance.

En effet, M. Aristide ne tardait pas, après sa prestation de serment, à donner le ton politique qu'il allait imprimer à son administration. Aus si a-t-il commencé par ordonner l'arrestation de son prédécesseur, Mme Ertha Pascal Trouillot, la première femme ayant accédé à la plus haute instance judiciaire du pays, la Cour, et qui a été la cause de cette félicitation adressée à Haïti. Mais les pressions diplomatiques vus des pays, qui avaient favorisé ses élections, l'ont aussi déterminé à la libérer immédiatement.

Les premiers mois de son mandat ayant été marqués par des menaces, du genre « *Wòch nan dlo pra l konn doule wòch nan solèy* », Jean-Bertrand Aristide, qui peinait à balancer son budget, son gouvernement n'ayant pas encore bénéficié d'engagement financier de la communauté internationale, commençait à lancer des menaces contre les hommes d'affaires sous forme de demande de prêts, à son administration. À celles-ci s'ajoutaient les actes d'intimidation dirigés sur des parlementaires et des membres de partis politiques ri vaux croyant nécessaires de trouver protection, auprès des Forces armées d'Haïti (FA dH), qui s'est traduit en coup d'État, le 29 septembre 1991. Voilà Aristide éjecté du pouvoir, à peine sept mois après sa prestation de serment, le 7 février 1990.

Exilé, dans un premier temps, à Caracas, Venezuela, avant de se rendre à Washington, dans un second temps, à l'invitation du président George W. Bush, l'ex-président haïtien devait séjourner, à la capitale américaine, pour le reste de son temps d'exil. Aux États-Unis, pays qu'il n'avait cessé de critiquer, d'abord dans ses sermons enflammés, à l'église Saint Jean Bosco, puis dans ses interventions électorales, il a passé son temps avec des membres de son gouvernement partis en exil avec lui, y compris son Premier ministre René Préal et d'autres hauts gradés de son administration déchu, dans des rencontres avec des membres de la communauté haïtienne, surtout de New York. Parallèlement, des rencontres sont tenues avec lui, accompagné de ses ministres et des diplomates de haut rang de la Chancellerie haïtienne, dans des discussions, sur des sujets dont le gouvernement haïtien dirigé par les militaires, n'est pas nécessairement au courant

des teneurs.

Au bout du compte, Aristide a conclu une série d'accords occultes avec les Américains, sous la roulette du président Bill Clinton, y compris la démobilisation des FAdH, en échange de son retour au pouvoir derrière 22 000 soldats américains.

De retour au pays, la gouvernance d'Aristide s'est révélée pire que celle des deux Duvalier, qui était frappée d'ostracisme par Washington et ses alliés.

En effet, si les deux Duvalier ont été accusés d'avoir exécuté des milliers de victimes, surtout dans la prison de Fort-Dimanche, Aristide, quant à lui, a fait assassiner, en plein jour, des centaines de citoyens, hommes et femmes, de toutes catégories sociales, soient des victimes, dont les parents et elles-mêmes attendent encore justice. À cet égard, prenons à témoin le document diffusé par l'ex-sénateur Maurissaint Jean Irvelt Chéry adressé aux : « *Mesdames/ Messieurs, les Autorités Judiciaires de mon pays* ». Se plaignant de « (...) l'horrible situation d'injustice et d'impunité qui caractérise le contexte actuel d'une société haïtienne déstructurée » — et qui l'est encore un milliard de fois de plus aujourd'hui.

Dans ce document, du reste bien documenté, dans lequel l'ancien sénateur fait état de l'impunité et de la corruption, dont il rend Aristide coupable, originellement publié sous forme de lettre ouverte, le 17 novembre 2000, se divise en cinq catégories : « *assassinats suivis de mort d'hommes ou de femmes; tentatives d'assassinats où les victimes ont eu la vie sauve; les cas de massacres où plus de trois personnes ont été tuées ou blessées; les scandales financiers, de tournements de fonds et autres crimes financiers; les scandales liés au trafic de la drogue avec ou sans meurtres* ».

La dans la première rubrique, l'auteur relève plus d'une quarantaine de victimes. Mais pour faire économie d'espace, nous citons seulement : le journaliste Jean Léopold Domini que, directeur de Radio Haïti-Inter et Jean-Claude Louissaint, gardien de la station, abattus dans la cour de celle-ci; l'avocate Mireille Durocher Bertin et son client Eugène Bailler geau jr, criblés de balles, dans son véhicule, alors qu'elle était coincée dans l'embouteillage, en plein midi, à l'Avenue Poupe lard; révérend Jean Pierre-Lois (dit Père Ti-Jan); député Jean Hubert Feuillé; député Emilio Passe; sénateur Jean Yvon Toussaint; pasteur Antoine Leroy, pour ne citer que ceux-là.

Parmi les personnes, qui ont failli être tuées, mais qui ont échappé une telle tentative, l'ex-parlementaire cite le sénateur Edgard Leblanc Fils, actuel membre du Conseil présidentiel de transition (CPT); Mme Marie Clau de Préval-Calvin, sœur du défunt président René Préal, qui était en fonction à l'époque; député Jean Gabriel Fortuné (mort sous les débris de sa maison, dans la ville des Cayes, détruite par le tremblement de terre du 14 août 2023; l'ex-sénateur Méhu Garçon; professeur Sauveur Pierre Etienne; Pierre Lespérance, directeur de la Réseau nationale pour les droits des Haïtiens (RND DH), parmi tant d'autres.

Quand on parle de crimes, sous Aristide, ce phénomène a eu l'allure d'une machine criminelle infernale, dont les organisations populaires et les tueurs professionnels issus de la Police nationale étaient commissionnés par le président pour exécuter les actes criminels commandités. Les cas de massacres, où plus de trois personnes ont été tuées, tels que relevés par l'ex-sénateur Chéry, achève de montrer le caractère hautement criminel de la présidence d'Aristide. À cet égard, il est approprié de mandater des comptes aux autorités américaines, par rapport à l'appui inconditionnel qu'elles ont donné à Aristide, dès lors se faisant partie prenante de ces tueries.

Dans cette catégorie, le document du sénateur

Chéry relève plus d'une dizaine de massacres, dont nous signalons seulement ceux-ci : « *Fusillade au restaurant Le Relais à Lalue. Dans ce massacre, 4 personnes furent mortes dont le propriétaire de ces négocios et plusieurs personnes ont été gravement blessés; la découverte d'un ossuaire de tant de près de 6 mois à Ti Tanyen, les ossements et les débris de vêtements trouvés correspondraient aux restes de jeunes gens arrêtés par des agents de la PNH et dont on aurait perdu les traces; le cas d'un certain nombre de personnes mortes ou blessées dans la guerre des gangs entre Soleil 17 et Pele; le cas d'un certain nombre de personnes mortes ou blessées dans la guerre des gangs entre Solino et Ti Chéri (...)* ».

Constatant le nombre de cadavres accumulés par Aristide, après son retour d'exil, à Washington, on se demande combien d'autres victimes il aurait fait sans le coup d'État qui lui a été infligé par l'équipe Raoul Cédras-Philippe Biamby-Michel François.

Bien que le sénateur Chéry n'ait pas signalé cette particularité dans son document, nous sommes en mesure d'affirmer que dans le cas de l'assassinat de Me Durocher-Bertin, le chef de la mission militaire américaine, « *Up hold Democracy* », général Hugh Shelton, avait une entrevue avec le ministre de l'Intérieur d'alors, Mondésir Beau brun, pour l'avertir que se tramait l'assassinat de Mme Durocher-Bertin. Le général Shelton avait pris cette décision parce que le service d'intelligence de l'Armée américaine savait que les assassins faisaient partie des forces de sécurité haïtienne.

Le document accusant de crimes multisectoriels de Jean-Bertrand Aristide, président démocratiquement élu et acclamé par la communauté internationale, bien documenté par l'ex-sénateur Yrvelt Chéry, énumère aussi les détournements de fonds publics et des crimes financiers commis par l'ex-prêtre de Saint Jean Bosco élu à la première magistrature de l'État.

En effet, le rapport de l'ex-sénateur met en évidence, sous ces rubriques : « *Le cas des faux chèques qui ont été émis au préjudice du Ministère de l'Économie et des Finances, et dépassant les 100 000 000,00 de gourdes (...), ja mais résolu; le cas du détournement de fonds de la République de Taïwan d'un montant de \$ 20 000 000 dollars US pour la réfection et l'élargissement de la route de Carrefour et la transformation en hôpital de l'ancien hôtel Simbie Continental, etc.; le scandale de la vente illégale des six avions des anciennes Forces Armées d'Haïti et l'opacité sur l'utilisation des fonds y découlant; les plus de 800 000 000 gourdes des petits projets de la présidence (exemple de projets : construction de la Fondation Aristide pour la Démocratie en Haïti réaménagement de la maison privée de l'ex-président à Tabarre); la corruption dénoncée par la Banque mondiale dans la gestion d'un projet de 50 000 000 de dollars, d'après le Wall Street Journal, dans son édition du 26 janvier 1999* ».

Ici encore, faisons économie d'espace.

Criminel patenté, tel que constaté, mais adulé par les pays dits « amis d'Haïti » ayant jeté l'anathème sur les régimes de Duvalier, père et fils, l'ex-sénateur expose les crimes d'Aristide liés aux transactions de drogues, alors que la Drug Enforcement Administration (DEA) avait sa représentation en Haïti.

Pour se faire une idée objective des prochaines dénonciations du parlementaire, il suffit de se rappeler que Beaudouin Jacques Ké tant (orthographe originale Quétant), trafiquant de drogue proche du président Aristide, qui l'avait choisi pour être le parrain de sa fille, inculpé pour trafic de drogue, par un procureur fédéral, à Miami, a été livré au sheriff de la DEA, par le président lui-même. Au Tribunal fédéral, dans le cadre de son procès, Ké tant a fait une révélation choquante, à l'encontre du président Aristide. Selon le trafiquant, celui-ci

est le « parrain de la drogue en Haïti ».

En effet, dans cette catégorie de crimes, per pétérés, sous le régime d'Aristide, l'ex-sénateur cite « *L'opération tout moun jwenn au cours de laquelle 11 personnes auraient été tuées dans le triangle Aquin-Côte-de-Fer-Mira goâne; les 450 kilos de cocaïne de la route de Tabare; le scandale 'la manne ou tout moun jwenn # 2' à Grand Goave où un maire adjoint de Fanmi Lavalas a trouvé la mort après les élections du 21 mai 2000* ».

Parallèlement au document de l'ex-parlementaire, sur la base du témoignage de Ké tant déclarant le président Aristide le « parrain de la drogue », il faut conclure que les plus de douze hauts gradés de la police, de parlementaires et d'autres proches de ce chef d'État inculpés pour trafic de drogue, aux États-Unis, qui ont été extradés sous Aristide et immédiatement après sa chute, travaillaient pour lui ou de concert avec lui.

Pour des raisons, jamais explicitées, les partisans d'Aristide et les admirateurs de ce dernier ont imputé aux Américains et à leurs alliés l'orchestration du putsch militaire ayant mis à pied le prêtre défroqué, alors que ces derniers tenaient à renouveler les caractéristiques sociopolitiques de l'équipe mise en place avec le prêtre défroqué.

En imposant à René Préal Joseph Michel Martelly comme choix de la communauté internationale en tant que son successeur, c'est assurer la « continuité lavalassienne ». Si Aristide dépasse Martelly et son Premier ministre Laurent Salvador Lamothe avec leur équipe gouvernementale, en termes d'assassinats politiques perpétrés, la carte de visite de ces derniers, en matière d'actes criminels financiers commis par ceux-ci dépassent de loin ceux du prêtre de Saint Jean Bosco. Martelly n'a-t-il pas, à l'actif de son équipe, le méga détournement de fonds au détriment du Fonds PetroCaribe, soient USD 4,2 milliards de \$?

Au moment d'effectuer le changement de garde, au Palais National, une fois le mandat de Martelly arriva à sa fin, un alter ego sociopolitique de celui-ci est trouvé pour assurer l'« intégrité » PHTKiste aux commandes d'Haïti. Encore une fois, le Conseil électoral provisoire (CEP) a reçu l'ordre de consacrer président Jovenel Moïse, qui appartient à la confrérie de trafiquants de drogue composée de Michel Martelly, Evinx Daniel et lui-même. Il a été élu président, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une « inculpation pour blanchiment d'argent », selon une plainte de l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF).

Daniel n'allait pas faire long feu dans l'équipe qu'il formait avec le président Martelly et le futur chef d'État PHTKiste appelé Moïse. D'ordre de celui-là, il était parti en compagnie de Jovenel Moïse et d'autres individus non identifiés à destination de Marre Rouge pour ne plus retourner à sa famille. Autant qu'on sache, ce dernier a été l'unique personne connue à avoir vu Evinx Daniel en vie.

De Jean-Bertrand Aristide à présentement, la culture d'impunité et d'assassinats politiques s'est bien ancrée dans la mentalité politique haïtienne. C'est sans doute ces caractéristiques qui motivent ces dirigeants à se montrer totalement insensibles aux crimes infligés sur la population et les destructions perpétrées sur les infrastructures étatiques et privées par les criminels endurcis armés. Dans ce cas, comment peut-on vouloir refaire d'Haïti un pays normal fonctionnant selon les normes admises dans tous les États évoluant sous l'égide de la démocratie, sans un nettoyage en bonne et due forme ? Quoiqu'on puisse dire et faire, les forces vives du pays doivent se doter de moyens pour que la terre léguée par les ancêtres renaisse véritablement de ses cendres.

EDITORIAL



The culture of impunity in Haiti: The Augian stables must be cleaned!

Despite the strong denunciations of the hold of impunity over Haiti's public administration, the importance of eradicating it does not seem to have been grasped, in the same way as insecurity, which is its source. Its elder sister, impunity, evolved early and rapidly in the post-Duvalier era, influencing all compartments of public administration, whose levers have fostered the insecurity seen today. It is, therefore, impossible to wipe out the armed gangs without getting rid of the conditions that made possible their rise. In other words, the fight against insecurity, advocated above all, with the deployment of the Multinational Support Mission (MMAS), to help the Haitian National Police (PNH), will get nowhere without the total elimination of impunity.

The stealthy introduction of impunity into every nook and cranny of government has served as a gateway to insecurity. Although impunity reigned supreme under the Duvaliers, facilitating many assassinations, as well as other financial shenanigans, after the fall of Jean-Claude Duvalier, who had succeeded his father, the defrocked priest Jean-Bertrand Aristide, brought to power by elections deemed by the international community to be the "most democratic" ever held in Haiti, things haven't gotten better. The acclaim he received led him to believe that he had carte blanche to operate as he wishes. Thus, he felt he was within his rights to introduce impunity "without reservation" into governance.

After being sworn in, Mr. Aristide was quick to set the political tone for his administration. He began by ordering the arrest of his predecessor, Lady Ertha Pascal Trouil lot, the first woman to accede to the country's highest judicial body and the first woman president of the country, who was the cause of congratulations addressed to Haiti from abroad. But diplomatic pressure from the countries that had favoured her election, especially from President George Bush, also forced him to release her immediately.

The first months of his mandate were marked by threats, such as "Wòch nan dlo pra l konn doule wòch nan solèy." ("Stones in the water will know the pain of stones under the sun"). Thus, Jean-Bertrand Aristide, who was struggling to balance his budget as his government had not yet benefited from any financial commitment from the international community, began to make threats against businessmen in the form of loan requests to his administration. To these were added acts of intimidation directed at parliamentarians and members of rival political parties which felt it necessary to seek protection from the Haitian Armed Forces (FADH), which resulted in a coup d'état against the president, on September 29, 1991. Aristide was ejected from power barely seven months after being sworn into office on February 7, 1991.

First, exiled to Caracas, Venezuela, he ended up in Washington, invited by President George Bush, where he spent the last two years in exile. Imagine Aristide in the United States, a country he often criticized in his inflammatory preaching at the Saint Jean Bosco church and during his electoral campaign. But in the Washington, together with his Prime Minister René Préval and other high officials of his administration, he spent his time in meetings with various personalities, especially prominent members of the Haitian community in New York. Also, accompanied by his ministers and high-level diplomats at the Haitian embassy, he engaged in discussions on certain issues, which were kept secret from the Haitian government, then ruled by the military.

In the last analysis, Aristide reached several secret agreements with the Americans under President Bill Clinton, including disbanding the

Haitian Armed Forces (French acronym FADH), in exchange for his return to Haiti under protection of 22,000 American soldiers.

Back home, Aristide's governance proved to be worse than that of the two Duvaliers, who were ostracized by Washington and its allies of the international community.

Indeed, while both Duvaliers were accused of having killed thousands of people, especially in their Fort-Dimanche prison, Aristide had hundreds of citizens, men and women of all social categories, murdered in broad daylight, victims whose parents and some who escaped the worst are still awaiting justice. In this respect, a document of former Senator Maurissaint Jean Irvelt Chéry, now in circulation bears witness. It was addressed to: "Mesdames/ Mes sieurs, les Autorités Judiciaires de mon pays" (Ladies and Gentlemen, Judicial Authorities of my country"). It's a complaint of... "the horrible situation of injustice and impunity which characterize the current context of a destructed Haitian society" and which is billion of times more so today.

This well-documented document, in which the former senator describes the impunity and corruption of which he finds Aristide guilty, was originally published as an open letter, on November 17, 2000, nine days before Aristide declared his candidacy on November 26, to his second presidency. It is divided into five categories: 1. Assassinations followed by death of men and women; 2. Attempted assassinations in which the victims escape death; 3. Cases of massacres where more than three people were killed or wounded; 4. Financial scandals, embezzlement and other financial crimes; 5. Drug-trafficking scandals with or without murders.

In the first category, the author lists over forty victims. To save space, however, we'll mention only: journalist Jean Léopold Dominique, director of Radio Haïti-Inter, and Jean-Claude Louissaint, the station's janitor, shot dead in the station's courtyard; lawyer Mireille Durocher Bertin and her client Eugène Baillergeau jr., riddled with bullets, in her vehicle, while she was stuck in traffic, at midday, on Poupard Avenue; Rev. Father Jean Pierre-Louis (known as Father Ti-Jan); Deputy (Congressman) Jean Hubert Feuillé; Deputy (Congressman) Émilio Passe; Senator Jean Yvon Toussaint; Pastor Antoine Leroy, to name but a few.

Among those who were nearly killed, but escaped such an attempt, the former parliamentarian cites: Senator Edgard Leblanc Fils, currently a member of the Presidential Transition Council (CPT); Mrs. Marie Claude Préval-Calvin, sister of the late President René Préval, who was in office at the time; Deputy (Congressman) Jean Gabriel Fortuné, who died under the rubble of his house in the city of Les Cayes, destroyed by the earthquake of August 14, 2023; former Senator Méhu Garçon; Professor Sauveur Pierre Etienne; Pierre Lespérance, director of the National Network for Human Rights (RNDDH), among many others.

Considering the dossier of crimes under Aristide, it's a phenomenon akin to an infernal criminal machine, in which, on orders from the president, so-called popular organizations and professional killers, as well as the National Police (PNH) carry out these criminal acts. The cases of massacres, in which more than three people were killed, as reported by ex-senator Chéry, further demonstrate the highly criminal nature of Aristide's presidency. In this respect, it is appropriate to call the American authorities to account for their unconditional support of Aristide, making them party to the killings.

In this category, Senator Chéry's documents a list of more than a dozen massacres, of which we only mention the following:

"Shooting at the Le Relais restaurant in Lalue. In this massacre, four (4) people were killed, including the owner of the shops. Moreover, several people were seriously injured; the discovery of some human remains, dating back nearly six (6) months in Ti Tanyen, [the public graveyard], the bones and scraps of clothing found corresponding to the remains of young people, who were arrested by PNH agents and whose whereabouts were never found. There's also the case of a number of people killed or injured in the gang war between Soleil 17 and Pélé; also, the case of a number of people killed or injured in the gang war between Solino and Ti Chéri..."

Given the number of corpses Aristide accumulated after his return from exile in Washington, one wonders how many other victims he would have accumulated had it not been for the coup d'état against him led by the Raoul Cédras-Philippe Biamby-Michel François team.

Although Senator Chéry has not mentioned this particularity in his document, we can affirm that in the case of the assassination of Ms. Durocher-Bertin, the head of the American military mission "Uphold Democracy", General Hugh Shelton, had a meeting with the then Minister of the Interior, Mondésir Beaubrun, to warn him that the assassination of Ms. Durocher-Bertin was being plotted. General Shelton decided to warn him, because the US Army Intelligence Service knew that the assassins were members of the Haitian security forces.

The document accusing Jean-Bertrand Aristide, the democratically elected president acclaimed by the international community, documents various multi-sectorial crimes. That is well documented by former Senator Yrvelt Chéry, who is still alive and living in the United States. He also lists the embezzlement of public funds and financial crimes committed by the former priest of the parish of Saint Jean Bosco, who was elected to the highest office in the land. We'll note that the ex-senator's report highlights are listed under these headings: "The case of the forged cheques that were issued to the detriment of the Ministry of Economy and Finance, exceeded 100,000,000.00 gourdes (...) which was never resolved; the case of the embezzlement of funds from the Republic of Taiwan in the amount of 20,000,000 US dollars for the repair and widening of the Carrefour road and transforming the former Simbie Continental hotel into a hospital, etc.; the scandal of the illegal sale of the six aircrafts of the former Haitian Armed Forces and the opacity concerning the use of the funds thereof; the more than 800,000,000 gourdes spent on the small projects of the presidency (examples: the construction of the Aristide Foundation for Democracy in Haiti, refurbishment of the ex-president's private house in Tabarre; the corruption denounced by the World Bank in the management of a \$50,000,000 project, according to the Wall Street Journal, in its January 26, 1999 edition). Here again, we're economizing space.

Senator Chéry shows that though a confirmed criminal, he's adulated by the so-called "friends of Haiti," who reviled and denounced the Duvalier regimes of father and son. Aristide is also tied to crimes linked to drug trafficking, at a time that the Drug Enforcement Administration (DEA) was represented in Haiti.

To get an objective idea of the parliamentarian's denunciations, we need only to recall that Beaudouin Jacques Kétant (original spelling Quéant), a drug trafficker close to President Aristide, who chose him to be his daughter's godfather, was indicted for drug trafficking by a federal prosecutor in Miami and was handed over to the DEA sheriff by the President himself. During his trial in federal

court, Kétant made a shocking revelation about President Aristide. According to the drug trafficker, Aristide is the "drug godfather in Haiti."

To be noted, in the category of crimes perpetrated under the Aristide regime, the former senator cites "Operation tout moun jwenn, (Operation everyone got his/her due) when 11 people were killed in the Aquin-Côte-de-Fer-Miragoâne triangle; the 450 kilos of cocaine on the Tabarre road, the 'La manne or tout moun jwenn # 2' scandal in Grand Goâve, where a Fanmi Lavalas deputy mayor was killed after the May 21, 2000 elections."

In parallel with the ex-parliamentarian's document, based on Kétant's testimony declaring President Aristide the "drug godfather," it must be noted that more than a dozen high-ranking police officers, parliamentarians and others close to this head of state were indicted for drug trafficking in U.S. courts and extradited to the United States, immediately after his fall. They were working for him or in concert with him.

For reasons never made explicit, Aristide's supporters and admirers blamed the Americans and their allies for orchestrating the military putsch against the defrocked priest, even though they renewed the socio-political characteristics of the team that was put in place with the defrocked priest.

By imposing Michel Joseph Martelly on René Préval as the international community's choice for the successor of the defrocked priest, that noble community ensured "Lavalassian continuity" in new garbs. It may be true that Aristide surpasses Martelly and his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe and their governmental team, in terms of political assassinations perpetrated. But the latter's visiting card, in terms of financial criminal acts committed far exceeds those of the former priest of Saint Jean Bosco. To wit, Martelly and consorts have been credited with the mega embezzlement of \$4.2 billion from the PetroCaribe Fund!

When Martelly's term ended, and there was a change of the guard at the National Palace, his socio-political alter ego was found to ensure the PHTK's "integrity" at the helm of Haiti. Once again, the Provisional Electoral Council (CEP) was ordered to consecrate President Jovenel Moïse, who belonged to the drug-dealing brotherhood of Michel Martelly, Evinx Daniel and himself. Meanwhile, he was elected President of Haiti, despite being under "indictment for money laundering", according to a complaint from the government's Central Unit for Financial Intelligence (UCREF).

Daniel's membership in the team composed of Martelly, himself and Moïse, who will become head of state to look after the future wellbeing of PHTK, didn't last long. On Martelly's order, Daniel left in the company of Jovenel Moïse and other unidentified individuals, to go on mission at Mare Rouge, in Haiti's Northwest region. He never returned to his family. As far as is known, Moïse was the only person known to have seen Evinx Daniel alive.

From Jean-Bertrand Aristide to the present day, the culture of impunity and political assassination has become firmly entrenched in the Haitian political mentality. Undoubtedly, these are the characteristics that motivate these leaders to show total insensitivity to the crimes currently inflicted on the population and the destruction of state and private infrastructures by the hardened armed criminals. How, then, without a proper clean-up, can we expect Haiti to become a normal country again, which operates in accord with the standards accepted in all democratically evolved states?

Whatever can be said and done, the country's remaining patriotic forces must find the means to ensure that the land bequeathed to us by our ancestors will truly rise from its ashes.



HAÏTI FOOTBALL : STOPPER LE NAUFRAGE !

L'objectif anti-football atteint : Les criminels se frottent les mains de satisfaction

Jacques Brave

C'est dans tous les domaines que la communauté internationale frappe et avance dans son objectif poursuivi avec cruauté depuis plus de deux siècles : faire payer à la première République noire du monde, celle qui a osé défier l'ordre mondial néo-colonialiste, il y'a plus de deux siècles en sonnant la fin de l'esclavagisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, briser l'utopie des Nègres de croire qu'ils sont des hommes. Dommage, il faut constamment être sur sa garde, car les *restavèk*, les apatrides, les Nègres sans caractère existent et redonnent — et pour des lentilles — ils vendent leur pays, redonnant vie au néo-colonialisme !

Ce qui arrive à notre pays, depuis des lustres, où tout effort pour s'épanouir et rentrer debout dans le concert des nations est, sans arrêt, stoppé de siècle en siècle, on dirait même étouffé dans l'œuf, à chaque essai de s'affranchir ; et à chaque fois ils utilisent nos propres soi-disant « frères », suivant la philosophie dictée, il y'a bientôt cent ans par l'ancien président Delano Roosevelt « *les dresser les uns contre les autres pour qu'ils se détruisent eux-mêmes* » !

Deux siècles déjà qu'à chaque tentative d'émancipation, créant une spirale de destruction pour casser tout élan décisif vers la libération et tuer dans l'œuf tout sursaut patriotique vers la libération. Ainsi chaque fois que le pays s'organise pour s'élancer vers sa libération, des forces rétrogrades s'activent et nous replongent dans les fonds !

Et ce sont tous les secteurs vitaux de la société qu'à chaque tentative de libération qui sont systématiquement détruits, et avec force et humiliation pour dissuader tout réveil. Toutes nos industries : cimenterie, usines sucrières, savon, mines, industrie minière, notre tourisme, notre musique, etc. etc. ... ces dernières années tout ce qui nous faisait vivre a été démantelé.

Le football détruit

Un des exemples frappants est le football. À la faveur d'une politique de formation et de développement amenée par une équipe technique dynamique et compétente, composée, en majorité d'éducateurs bien formés secondés par des éducateurs étrangers,

au départ Argentins, puis Cubains, et par la suite Colombiens, puis Vénézuéliens et aussi Français, le football haïtien, a force de travail, et malgré de moyens étriqués, en dépit un faible ou presque pas de support public, le football haïtien a entamé une brillante percée nationale, d'abord avec une extension à tous les départements du pays franchissant l'étape capitale de s'implanter partout réussissant la décentralisation indispensable pour atteindre l'objectif d'unifier le pays, de le rapprocher, d'unifier les Haïtiens par et autour du ballon rond, donc le football.

Un boom exceptionnel

Dans tous les départements du pays, le football connaît un élan extraordinaire. Au niveau mondial, le football haïtien est sollicité pour jouer des matches contre des pays classés parmi les meilleurs mondiaux, dont Brésil, Uruguay, Équateur, Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, Japon, Chine, Corée, Émiratis, Qatar, Jordanie, ou même des grands comme l'Espagne, l'Italie. Nos carnets d'invitation sont remplis à chaque fenêtre internationale. Malgré d'énormes critiques, des autorités gouvernementales, pour cause de corruption, on enregistre une nette amélioration des terrains de jeu, jadis poussiéreux et rocaillieux.

Parallèlement, le football féminin, autrefois traité en parents pauvres, reçoit des moyens importants qu'avec les jeunes garçons, les autorités du football embrassent et lancent un programme ambitieux de football féminin, qui prend en charge, dans une structure moderne et révolutionnaire, cette discipline, longtemps négligée par les autorités et — agréable surprise — les sélections nationales sont invitées à des tournois relevés en Europe, et mieux, de jeunes joueuses décrochent des contrats professionnels dans des clubs de haut niveau en France et, dans la lancée, plusieurs pays, notamment, le Japon, l'Espagne, la Russie, de grandes références en football féminin, remplissent les carnets d'adresses des clubs

féminins haïtiens. Inimaginable pour Haïti, surtout dans un sport féminin.

Ainsi, profitant d'appuis reçus après le séisme de janvier 2010, Haïti lança le programme Camp Nous, nom choisi par les donateurs allemands d'une chaîne de télévision privée allemande,

Seit-Ein, qui sont venus construire les dortoirs et les vestiaires de l'Académie. Une université du Texas a fait don des lits et des matelas. De son côté, la FIFA a offert les cinq terrains artificiels, la salle de gym et de musculation, du système d'éclairage du terrain, d'une clinique de soins médico-sportifs avec des appareils très modernes et les vestiaires. L'Ambassade d'Allemagne a fait don du puits solaire d'alimentation en eau. Parallèlement, des entreprises haïtiennes soutiennent Camp Nous, comme Itala, Vorbe et Fils, Food for The Poor, alors que des donateurs anonymes ont permis à l'Académie de tenir et de prendre en charge complètement, sans compter un groupe de joueurs seniors pauvres de talents que leurs clubs étaient dans l'incapacité de supporter en utilisant les dortoirs du MJSACC. Grâce au support de la communauté, l'Académie a pu offrir l'éducation, les livres et matériels scolaires, des vêtements, des soins de qualité avec des médecins et autres professionnels bénévoles, des éducateurs généreux et dévoués, qui disaient des cours à l'école du Centre, sans compter d'autres supports en vêtements de sport et autres non seulement le millier de jeunes joueuses-joueurs.

À la conquête du monde

A partir de 2015, nos jeunes joueuses et footballeurs aussi s'affirment avec brio en Europe, comme en Amérique du Nord. Ainsi, en 2014, les coaches Fior da Charles et Esther mettent les USA en ébullition, allant créant une grosse surprise en gagnant le US Soccer aux USA devant plus de deux cents équipes féminines, au championnat. Un peu plus tard, lors de la CONCACAF, la U14, à Cayman Islands, tenant tête au Canada (vice-champion, battu aux penalties, décrochant, oh distinction suprême, le soulier d'or avec Nérilia Mondésir).

Cette même sélection, en 2015, en éliminatoire mondiale U17, à Grenada, cette fois, bat l'équipe féminine du Canada, en phase de poule, mais minée par

des blessures, rate la qualification en poule finale, le billet U17 de Jordanie-2016 d'un fil de cheveu. Nos garçons et filles footballeurs, désormais, jouent des tournois relevés aux USA et en Europe. Joutant à Bucarest, en 2019, dans une Coupe d'Europe spéciale, s'inclinant devant la Russie, mais

domptant la Roumanie (1-0), chez elle, et Chypre. Incroyable ! Nos jeunes footballeurs n'ont plus à prouver leur talent, car ils se mesurent aux meilleurs du monde, et c'est fort de ce pallier du haut niveau franchi que cette sélection U-17 de jeunes garçons se qualifie pour le Mondial U17, au Brésil, en 2019.

Fantastique !

Dans toutes les catégories d'âge, Haïti est aux places d'honneur. En 2018, la Sélection féminine U17, emmenée par Corven, Tabita A. Gustave, etc. rate de peu le Mondial U17 féminin d'Uruguay, la même année des U20 !

L'opération « *pays lock* », de l'été 2019, bloque l'équipe mondialiste U17, en Haïti, qui ne peut aller en préparation, au Canada et en Europe, en stage pré-mondial. C'est même de justesse, et en ordre dispersé que le groupe s'entraîne à Camp Nous et réussit sous pression, et en ordre dispersé, et « *degrennen* », réussit à se rendre au Brésil. La FIFA, menaçant même de remplacer et de déclarer forfait la sélection qui joua un tournoi courageux, malgré tous les inconvénients précités, tenant tête à France, Japon et Chili. Ces jeunes font une telle impression que les carnets d'adresse de la Fédération haïtienne de football (FHF) sont remplis de noms d'académies de grandes écuries d'Europe désireuses de les accueillir en phase finale de formation et affichent complet !

Cette perspective exceptionnelle allume et rend fou l'appétit des voraces que, dommage, peuple Haïti, et sont à l'affût de toute opportunité pour « *fè kòb* » les chenapans et racketteurs profitant de l'arrêt causé par le COVID-19, en 2020, dans les activités de mouvements de joueurs pour brouiller, pour s'emparer de ce qui paraît être ce gros butin. Face au démantèlement des structures de la FHF avec le gang, qui a fabriqué le complot avec ses alliés, à Pétiyon-Ville et au Cap Haïtien, voulant accaparant ce merveilleux butin pour blanchir leur magot noir. Ainsi, mis à part

les deux jeunes espoirs, déjà en Europe, tous les 25 mondialistes se retrouvent dans le football-loisir de Miami, et vu leur statut migratoire incertain, à part Ti Jovenel, qui essaie de percer dans la MLS tous ayant raté ainsi la carrière qu'ils espéraient et qu'ils méritaient !

Le succès est si éclatant U17 FIFA-Bราซิล 2019

En 2018, à Trinidad, nos filles tiennent tête (1-1) aux USA, en demi-finale, obligeant les Américaines à aller aux épreuves de penalty (1-1) pour ensuite battre et éliminer le Canada (1-0) pour gagner le droit de disputer un Mondial, France-2018, dans lequel, malgré trois défaites, ils brillent en tenant la dragée haute à trois ténors vainqueurs d'une courte tête (Chine 2-1), Nigeria (1-0) et la puissante Allemagne (3-2). Toutes les prestations avec un brio qui mit en flamme des milliers de compatriotes accourus en foule à chaque match, en France. Dans la foulée, c'est la ruée vers les talents féminins haïtiens. Le Canada en reçoit six, en 2019; en France près d'une quarantaine signent, en 2019/2020, mais l'élan est d'abord stoppé par la COVID-19, qui fait arrêter et stopper les vols d'avion vers l'Europe. Certaines de nos jeunes filles sont sollicitées partout (Chine, Japon, Taïwan, Russie, Espagne, Chili, Brésil, Portugal. Même le Vietnam et le Rwanda en veulent, etc. On se bouscule sur ces oiseaux rares, qu'étaient devenues ces jeunes Haïtiennes formées pendant dix ans, dans une structure qui restera jusqu'à récemment intacte !

Un contrat royal avec l'État

Dans les dernières semaines de son Gouvernement, le président Michel Martelly, à l'instigation de son ministre des Finances, Wilson Laleau, passionné, dynamique que dirigeant de football, a signé un accord historique avec la Fédération haïtienne de football (FHF) pour implanter dans toutes les villes de tous les départements une ou même plusieurs académies de développement formant des enfants, filles et garçons, des talents entre 6 et 12 ans pour qu'Haïti devienne un exportateur de footballeurs et footballeuses, aidant des milliers de jeunes à sortir de la misère et de l'exclusion, et notre pays de la pauvreté

extrême.

Perte d'un stade fabuleux

Tout ceci a été dilapidé. Les mercenaires des instances internationales « *Tyoul Blan yo* » ont tout détruit et ont fait perdre tout, litté-

Suite en page 4